

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ENQUÊTE OFFICIELLE DE 1908

SUR LA

PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

*Critique du document ;
son contrôle d'après les résultats de la contre-enquête entreprise
par le Musée social en 1910*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 18 Décembre 1911, à 3 heures

PAR

ROBERT VERDINI

Président : M. HITIER, professeur
Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur
CAPITANT, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

ENQUÊTE OFFICIELLE DE 1908

SUR LA

PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

*Critique du document ;
son contrôle d'après les résultats de la contre-enquête entreprise
par le Musée social en 1910*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

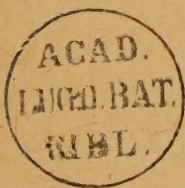
Présentée et soutenue le Lundi 18 Décembre 1911, à 3 heures

PAR

ROBERT VERDINI

Président : M. HITIER, *professeur*

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, *professeur*
CAPITANT, *professeur*



PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1911

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

La petite propriété rurale en France. — Enquêtes monographiques (1908-1909). Paris, librairie administrative, Berger-Levrault et Cie.

Augé-Laribé. — La situation de la petite propriété rurale en France d'après une récente enquête officielle (*Revue d'économie politique* de janvier 1910).

Discours prononcé par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, le 14 mars 1909, au Musée social, sous les auspices de la fédération nationale de la mutualité française (*Journal officiel* du 16 mars 1909).

A. de Foville. — Etudes économiques et statistiques sur la propriété foncière. *Le morcellement*, Paris, Guillaumin, 1885.

A. Souchon. — *La propriété paysanne*. Etude d'économie rurale. Paris, Larose, 1899.

Flour de Saint-Genis. — *La propriété rurale en France*, Paris, 1902.

K. Kaustky. — *La question agraire*. Etude sur les tendances de l'agriculture moderne. Traduction E. Milhaud et C. Polack. Paris, Giard et Brière, 1900.

G. Gatti. — *Le socialisme et l'agriculture*. Paris, Giard et Brière, 1902.

Vandervelde. — *Le socialisme agraire*. Paris, Giard et Brière, 1906.

Augé-Laribé. — *Le problème agraire du socialisme* (Etude sur la viticulture industrielle du midi de la France) Paris, Giard et Brière, 1907.

ENQUÊTE OFFICIELLE DE 1908

SUR LA

PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

INTRODUCTION

Vers la fin de 1908, des instructions furent données au ministère de l'Agriculture pour qu'il fût procédé à une enquête sur la situation actuelle de la petite propriété rurale en France.

On ne saurait nier l'intérêt considérable que présentait le but poursuivi par le gouvernement à cette époque.

On sait, en effet, l'importance des problèmes économiques, politiques et sociaux auxquels donnent lieu la répartition et la mise en valeur du territoire agricole, problèmes qui se sont posés dès les temps les plus anciens et auxquels les théories marxistes ont donné dans ces dernières années un renouveau d'actualité. Or, sur quels documents pouvaient s'appuyer, dans leurs discussions, les théoriciens socialistes et leurs adversaires ?

Il y avait d'abord les statistiques des cotes foncières, mais ces dernières ne pouvaient fournir que des indications bien vagues, car à raison du fractionnement et du chevauchement d'un certain nombre de propriétés sur plusieurs communes le nombre des cotes foncières (qui sont la part d'impôt foncier que chaque propriété doit acquitter dans la commune à raison de son revenu), ne pouvait correspondre avec celui des propriétaires.

Presque aussi peu utilisables étaient les statistiques agricoles décennales de 1882 et 1892. Leur principal inconvénient résidait dans une classification des propriétés uniquement basée sur la superficie, invariable et arbitraire et qui, par cela même, accusait une méconnaissance absolue de la complexité de la vie rurale.

D'ailleurs les renseignements qu'elles fournissaient, ne portant que sur la répartition des exploitations, ne pouvaient s'appliquer à la répartition des propriétés. Enfin le nombre excessif des questions auxquelles avaient à répondre les secrétaires de mairies et l'impossibilité pour ces derniers de comprendre le sens exact de certaines d'entr'elles devaient fatalement causer des inexactitudes.

En dehors des deux documents officiels que nous venons de citer, on ne pouvait guère être guidé que par la grande enquête monographique de 1862, malheureusement trop ancienne, par de vastes recherches telles que celles de M. H. Baudrillard sur les populations agricoles de la France (1), égale-

(1) Baudrillard, *Les populations agricoles de la France*, Paris, Guillaumin, 1880, 81, 88 et 1903.

ment vieilles, par le rapport remarquable fait par M. Chevalier à l'occasion de l'exposition de 1900, enfin par un nombre trop restreint de monographies régionales. Ces derniers travaux dont le plus considérable est celui de M. Augé-Laribé, sur la viticulture industrielle dans le Midi de la France, constituaient la documentation la plus solide, les renseignements qu'ils fournissaient ayant été recueillis sur place auprès des propriétaires ou des ouvriers ; leur portée toutefois, devait se ressentir du fait qu'ils ne s'appliquaient qu'à une partie du territoire bien déterminée et ordinairement peu étendue. Ils ne pouvaient être, suivant l'expression même de M. Augé-Laribé, qu'une « contribution à un travail de recherches préparatoires. (1) »

L'enquête de 1908, ressemblant en cela aux enquêtes décennales qui l'avaient précédée, embrassait au contraire, dans sa généralité, l'ensemble de la France. Mais pour que l'œuvre de synthèse entreprise pût se réaliser pleinement, on comprit au ministère de l'Agriculture qu'il fallait abandonner la méthode suivie lors des enquêtes précédentes. A la méthode statistique, on substitua la méthode monographique, grâce à laquelle les correspondants de l'administration centrale, professeurs départementaux d'agriculture et présidents de chambres de notaires, eurent la plus grande liberté quant à la rédaction de leurs réponses et purent procéder eux-mêmes à une évaluation rationnelle de l'étendue des diverses catégories de propriétés.

(1) Augé-Laribé, *Le problème agraire du socialisme*, p. 49 (Paris, Giard et Brière).

Cette vaste enquête de 1908 fut, en dépit de ces avantages incontestables, fort diversement appréciée. Louée par les uns, elle ne fut au contraire accueillie par d'autres qu'avec scepticisme et défiance, et malgré tout l'embarras que l'on peut avoir à dénigrer des résultats qui ne sont acquis que grâce à un travail immense et à des frais considérables, certains spécialistes parmi les plus autorisés n'hésitèrent pas à le considérer comme un document difficilement utilisable.

L'objet de cette étude est de mettre en relief aussi nettement que possible les qualités et les côtés critiquables de l'enquête de 1908, et de déterminer ainsi, en toute impartialité, de quel secours elle peut être dans les controverses actuelles. Ce jugement nous fournira l'occasion d'indiquer quelle voie nous désirerions voir suivre dans les recherches ultérieures et de donner une opinion sur certains problèmes primordiaux tels que la définition des divers types de propriétés, qui ne sont pas encore résolus.

L'utilité de notre travail s'est trouvée d'ailleurs augmentée grâce à la possibilité que nous avons eue de contrôler certains résultats de l'enquête officielle à l'aide de documents provenant d'une vaste enquête entreprise par le Musée social sur la demande de la Ligue républicaine de la petite propriété. Nous exposerons, en plusieurs passages de cette étude, quelques appréciations personnelles au sujet de cette enquête. Nous tenons simplement ici à apporter à M. de Rocquigny, qui a bien voulu mettre à notre disposition

la totalité des réponses qu'il avait reçues, ainsi qu'à ses collaborateurs au Musée social, le témoignage de toute notre gratitude.

La recherche du plan méthodique suivant lequel devaient être ordonnés nos développements n'a pas été pour nous sans difficultés. Nous avons abouti à une solution qui nous paraît satisfaisante en examinant avec soin les conditions d'où dépend le succès d'une enquête monographique et à portée généralisatrice telle que celle de 1908. Ce succès est directement lié, selon nous, à deux conditions :

Il faut d'abord que chacune des monographies de l'enquête soit un document d'une valeur scientifique indiscutable.

Il importe, en second lieu, qu'il soit facile de comparer entre eux les renseignements contenus dans ces monographies pour qu'on puisse ensuite dégager de leur ensemble quelques conclusions générales.

D'une part, que doit-on penser de la portée et surtout du degré d'exactitude des indications fournies par les monographies ? D'autre part, l'enquête officielle offre-t-elle l'unité qui lui est indispensable pour constituer, à proprement parler, une œuvre de synthèse ? Telles sont les deux questions fondamentales correspondant, on le voit, à deux ordres d'idées bien différents, que nous nous proposons d'envisager dans cette étude. — Chacune d'elles devra donc faire l'objet d'une division spéciale.

PREMIÈRE PARTIE

Valeur scientifique des monographies.

D'après les renseignements contenus dans l'introduction du document officiel, les points principaux de l'enquête devant servir de bases d'appréciation étaient :

L'indication de la contenance moyenne de ce que l'on entend par petite, moyenne et grande propriété dans chacune des régions agricoles du département, en tenant compte de la nature diverse des cultures, de la valeur vénale du sol, et en général de tous les éléments naturels, économiques et sociaux ;

L'indication du mouvement de la propriété au cours de ces vingt dernières années ;

La comparaison, dans chaque région, de l'outillage agricole possédé par les exploitants de la grande et de la petite culture ;

La comparaison, dans chaque région, de la grande et de la petite exploitation, au point de vue des moyens de production et des résultats économiques obtenus ;

L'indication de l'état et des tendances du faire-valoir indirect, de la situation des petits propriétaires journaliers (question intimement liée à celle du morcellement exagéré), de la catégorie sociale — petit propriétaire, fermier ou ouvrier agricole — à laquelle appartiennent les acquéreurs de la petite propriété, de la situation matérielle des petits exploitants envisagée dans la dernière période de vingt années (question pouvant servir d'indication au sujet de la dette hypothécaire de la petite propriété).

Si étendues et si variées que soient les matières que nous venons d'énumérer, l'examen de chacune d'elles n'en est pas moins indispensable si l'on veut procéder à une étude quelque peu scientifique et approfondie de la question agraire. Il ne suffit pas, en effet, pour que l'on puisse aboutir à une solution satisfaisante de ce problème immense, que l'on se place au point de vue étroit de l'évolution des diverses catégories de propriétés, il importe encore et surtout que l'on remonte des résultantes et des aboutissements aux causes profondes, que l'on recherche, suivant la formule bien connue de Kautsky, *si et comment le capital s'empare de l'agriculture, le révolutionne, ébranle les anciennes formes de production et de propriété et crée la nécessité de nouvelles formes.*

On doit donc considérer comme un avantage à l'actif de l'enquête officielle qu'elle ne nous montre pas seulement un seul côté du problème, mais qu'elle nous permette au contraire de l'envisager dans toute son ampleur, aussi bien au point de vue social qu'au point de vue économique.

Malheureusement, la plupart des points devant servir de bases d'appréciations indiqués ci-dessus (v. page précédente) ne sont traités dans presque toutes les monographies que d'une façon fort incomplète. Sans doute on ne saurait attendre de vastes enquêtes telles que celles de 1908 des renseignements bien détaillés ; en abordant des questions relevant exclusivement de la technique agricole, ou encore en s'égarant dans de longs relevés de comptes indiquant les revenus des grands et des petits domaines, les correspondants eussent même méconnu le caractère essentiellement généralisateur de leur œuvre. Il n'en était pas moins nécessaire qu'ils répondissent à un certain nombre de questions, concernant directement les divers points à envisager ; aussi bien ces réponses ne devaient-elles pas être trop vagues et laconiques ; trop d'imprécision ou de sécheresse dans leur rédaction devant non seulement en rendre la lecture monotone, mais encore porter à douter de leur exactitude.

Un simple coup d'œil jeté sur les monographies de l'enquête officielle, la simple constatation du nombre de pages qu'elles contiennent (trois en moyenne) suffiraient pour convaincre que ces conditions ne sont pas remplies. Sur presque tous les points à envisager, les monographies ne fournissent en général que des renseignements vagues et incomplets. C'est ainsi que beaucoup de correspondants n'ont pas, avant d'aborder l'étude du mouvement de la propriété, donné, au sujet de *l'importance* respective en nombre et en superficie des diverses catégories, quelques indications préalables indispensables. La plupart des monographies sont également

muettes, ou peu s'en faut, sur des questions telles que celles des facteurs psychologiques, de la situation matérielle, des causes immédiates ou lointaines de l'évolution de la contenance moyenne (obstacles apportés à la division des héritages, tentatives de reconstitution du patrimoine, échanges de parcelles, quantité des terrains à vendre), etc., etc. Mais deux lacunes sont, plus encore que les précédentes, dignes de remarque ; ce sont, d'une part, en ce qui concerne l'évolution du faire-valoir indirect, le défaut de distinction entre la petite et la grande propriété, et, d'autre part, l'absence à peu près complète, dans presque toutes les monographies, d'indications sur le développement des associations agricoles.

1° Les questions relatives au faire-valoir indirect ont pris une importance toute spéciale depuis que les théoriciens socialistes se sont efforcés de montrer que le développement du capitalisme dans l'agriculture se fait par des voies détournées et d'un mouvement plus lent que dans l'industrie.

« D'une manière générale, écrit M. Vandervelde (1) dans son livre sur le socialisme agraire, on peut admettre que le développement de la population et de la richesse, qui caractérise les pays industriels, favorise le divorce du travail et de la propriété foncière. Dès l'instant où, pour satisfaire à une demande plus active des produits alimentaires, la culture devient intensive, le capital agricole plus abondant, la

(1) Vandervelde, *Le socialisme agraire*, p. 67, Paris, Giard et Brière.

terre échappe à ceux qui la cultivent, la petite propriété paysanne recule devant la propriété rentière. »

Nous ne contestons nullement que la question du faire-valoir indirect soit directement liée à celle du capitalisme dans l'agriculture, le système capitaliste étant caractérisé, selon les paroles de Marx (1), « par la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production ». Mais, à notre avis, la question de la progression ou de la regression du faire-valoir indirect ne présente un véritable intérêt que lorsqu'on étudie son évolution dans la moyenne et surtout dans la petite propriété. Il est d'abord évident que dans une étude sur la propriété rurale, la question de savoir si les petits propriétaires paysans ont ou n'ont pas tendance à louer leur terre offre un intérêt immédiat. En se plaçant au point de vue général des progrès du capitalisme, la distinction entre la grande propriété d'une part, et la petite et la moyenne de l'autre, est aussi indispensable.

Comme le fait remarquer M. Augé-Laribé, « discuter sur les progrès ou la disparition du faire-valoir direct sans *distinguer la petite exploitation paysanne de la grande exploitation* où des équipes d'ouvriers mènent les machines, où le régisseur joue le rôle d'un directeur d'usine et où le propriétaire garde pour lui les fonctions qui incombent au conseil d'administration dans les entreprises industrielles, c'est évidemment se battre dans les ténèbres (2). »

En un mot, c'est seulement lorsqu'elle a lieu dans la sphère

(1) *Le capital*, trad. t. 1, p. 20.

(2) *Revue d'Economie politique*, janvier 1910, p. 80.

de la petite ou de la moyenne propriété que la progression du faire-valoir indirect, en substituant aux travailleurs manuels, propriétaires de leur moyen de travail, des producteurs dont la situation se rapproche de celle des salariés, apporte dans les conditions du travail des modifications profondes et peut être à juste titre considérée comme un progrès réel du capitalisme.

Il importait donc qu'après avoir donné quelques indications générales sur l'évolution du fermage, on apportât dans les monographies des précisions indispensables et qu'on envisageât l'évolution du faire-valoir indirect, successivement dans la grande et dans la petite propriété. Les auteurs de l'enquête de 1908 se sont malheureusement borné à donner des indications générales sur les tendances du faire-valoir indirect sans faire la distinction capitale dont nous avons essayé de montrer l'utilité.

2° Après avoir, dans la partie de leurs développements consacrée à la comparaison entre la grande et la petite culture, signalé une supériorité plus ou moins accusée de la grande exploitation sur la petite au point de vue de l'outillage et des capitaux employés, la plupart des correspondants indiquent comme principales forces de résistance de la petite propriété, l'amour du paysan pour le coin de terre où il habite, son désir d'arrondir son petit bien, les soins incessants qu'il apporte à sa mise en valeur ainsi qu'à l'entretien des animaux, etc., etc. Par contre, en ce qui concerne l'état actuel du développement des associations et de la mutualité, les monographies de l'enquête sont en général d'une

concision extrême. On n'en peut guère en citer qu'une dizaine parmi lesquelles, notamment, celles du *Loir-et-Cher*, de la *Vendée*, de la *Haute-Vienne*, des *Deux-Sèvres*, de la *Charente*, qui fournissent sur ce point capital quelques indications, d'ailleurs sommaires (1). Certaines autres monographies donnent une vague idée des dispositions d'esprit du paysan, quelques-unes enfin ne fournissent aucun renseignement.

Et cependant c'est grâce aux diverses formes utilisées par l'association : syndicats agricoles, coopératives de production, de vente et de consommation, société de crédit mutuel, que les paysans pourraient rendre moins onéreux l'achat des engrais, des produits nécessaires à l'exploitation, et des machines perfectionnées, défendre le prix de leurs produits en se passant des intermédiaires, acquérir les fonds de réserve qui leur manquent grâce aux caisses de crédit mutuel. Loin de n'être, comme les avantages d'une main-d'œuvre supérieure qu'un moyen détourné, temporaire et fortuit d'éviter la défaite irrémédiable, l'association constitue au contraire pour la petite propriété une arme de combat véritable, la seule qui soit susceptible, à l'heure actuelle, de lui assurer une prospérité définitive.

Si regrettables que soient les insuffisances que nous ve-

(1) Une exception doit être faite au sujet du département de l'Yonne. Au nombre des documents annexes figure en effet un tableau synoptique indiquant l'importance et la progression du nombre des associations dans ce département.

nons de signaler, les monographies officielles ne seraient pas indignes de fixer l'attention si les brèves indications qu'elles contiennent étaient rigoureusement exactes.

Hâtons-nous par conséquent d'aborder la question qui, dans cet examen critique, doit demeurer primordiale, en cherchant à apporter en faveur soit de la justesse soit de la fausseté des renseignements fournis, sinon des preuves décisives, du moins quelques présomptions sérieuses.

Nous nous servirons de deux moyens bien différents pour atteindre ce but :

L'un consistera à examiner les conditions auxquelles est liée l'exactitude des renseignements et à rechercher ensuite si ces conditions se sont trouvées remplies lors de l'exécution de l'enquête officielle ; l'autre, à contrôler quelques-uns de ses résultats en les rapprochant des résultats correspondants d'une ou de plusieurs contre-enquêtes.

§ I^{er}. — *Les conditions auxquelles est liée l'exactitude des renseignements ont-elles été remplies.*

Il serait inadmissible de ne pas faire le plus grand cas de certaines dispositions qui ont été prises lors de l'exécution de l'enquête de 1903 en vue d'assurer l'exactitude des renseignements que celle-ci devait contenir. Sans doute, certains points de vue ont été négligés et par là le succès final a pu se trouver compromis ; on n'en doit pas moins constater,

quant aux méthodes antérieurement suivies, certains changements qui marquèrent un progrès réel dans la poursuite des solutions définitives. C'est donc par l'indication de tous les côtés louables de l'enquête que débiteront nos observations.

Une des premières préoccupations des auteurs de l'enquête fut d'éviter de confondre la notion d'*exploitation* avec celle de *propriété* ; on sait de combien d'erreurs cette confusion fut la cause, pendant tout le xix^e siècle, dans les controverses entre partisans et adversaires de la doctrine de Marx. Ce n'est qu'après les retentissants débats de 1893 et 1897 à la Chambre que des auteurs tels que MM. Souchon, Bourguin, Kautsky et Vandervelde, dans leurs ouvrages publiés de 1898 à 1903, tracèrent une ligne de démarcation bien nette entre les formes de la répartition du sol et celles de la division des cultures. Il est en effet une question de la grande et de la petite propriété bien différente de celle de la grande et de la petite culture. Dans ce dernier cas, on s'occupe des dimensions de l'unité technique d'exploitation ; dans l'autre cas, on s'occupe des dimensions de l'unité juridique de propriété. Il en résulte qu'à raison du relief du sol, de la qualité des terres, etc., etc., il peut se faire qu'un grand domaine appartenant à un seul propriétaire soit divisé en plusieurs petites exploitations distinctes et, qu'à l'inverse, des fermiers louent plusieurs petits domaines contigus qu'ils réunissent en une seule vaste exploitation. A vrai dire, cette dernière éventualité se produira moins souvent que la première, le pas-

sage du faire-valoir direct au faire-valoir indirect qu'impliquent ordinairement l'une et l'autre étant en général plus aisé pour un grand propriétaire que pour un petit.

Il convient d'ailleurs de remarquer que les deux éventualités : division des grandes propriétés en petites exploitations ; groupement des petites propriétés pour former une grande exploitation ne se produisent qu'assez rarement. Aussi, très souvent les deux notions sont-elles solidaires ; à un régime de petite propriété correspond souvent la forme de la petite culture et inversement, ce qui rend possible d'établir, entre les formes de la propriété et celles de la culture, des rapports de causalité assez étroits. Il n'en importe pas moins d'envisager les deux questions séparément ; cela est indispensable dans une étude de la petite propriété où l'on engloberait sous la même dénomination les petites propriétés à faire-valoir direct et les petites propriétés à faire-valoir indirect ; la distinction est moins nécessaire lorsqu'on s'occupe spécialement de la petite propriété à faire-valoir direct, de la petite propriété paysanne, par exemple, telle que l'a définie M. Souchon ; les mots de petite exploitation et de petite propriété étant alors presque toujours synonymes ; mais, même dans ce cas, il résulterait d'une assimilation complète des deux notions de propriété et de culture une cause de confusion provenant de la possibilité pour les grands propriétaires de diviser leurs propriétés en petites fermes.

Dans l'enquête de 1908, les deux notions de propriété et de culture ont été, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut,

soigneusement séparées : la comparaison entre la grande et la petite culture fait, dans presque toutes les monographies, l'objet d'un paragraphe spécial on s'est même préoccupé, dans certains départements, de rechercher si l'un ou l'autre de ces deux faits : division des grandes exploitations en petites propriétés ; groupement des petites propriétés en grandes exploitations, se produisaient.

Plus avantageuse encore que la séparation nettement établie entre la notion sociale de « propriété » et la notion économique de « culture » ou d'exploitation, fut, au point de vue de l'exactitude de la documentation, la substitution à la méthode statistique employée dans les précédentes enquêtes, de la méthode des enquêtes monographiques, les seules qui, suivant l'expression de M. Augé-Laribé, « peuvent donner une image suffisamment exacte de la complexité de la vie rurale (1) ».

On ne saurait nier, que les professeurs départementaux d'agriculture et les présidents de chambres de notaires étaient parfaitement qualifiés pour répondre aux questions qui leur furent demandées dans tous les départements par l'administration centrale : les premiers, grâce à leur connaissance de la nature des terrains et des cultures, ainsi que de la situation agricole de la grande et de la petite propriété ; les seconds à raison de leur aptitude spéciale à se renseigner sur le mouvement de la propriété, sur la valeur vénale du sol et sur l'accession à la propriété rurale.

(1) Augé-Laribé, *Le problème agraire du socialisme*, p. 17.

Mais mieux encore que leur compétence incontestée, la grande part qui fut laissée à leur initiative contribua certainement à augmenter la valeur des renseignements fournis. Jouissant d'une liberté presque complète quant à la rédaction de leur rapport, les correspondants de l'administration centrale ne se contentèrent pas d'apporter des réponses au questionnaire par trop succinct qui leur était adressé. Après avoir signalé l'existence d'une tendance telle que l'augmentation du nombre des propriétaires, beaucoup cherchèrent à en donner l'explication en remontant du phénomène constaté à ses causes immédiates et lointaines, certains, malheureusement trop rares, accompagnèrent leur documentation de détails et d'exemples précis, parfois même de leurs appréciations personnelles et des vœux des populations intéressées. — De cette collaboration à laquelle participèrent, séparément, des personnes différant les unes des autres soit par leur situation, soit même par leurs opinions, aurait pu sortir, si l'enquête avait été moins sommairement faite, une documentation particulièrement vivante, riche en observations et en idées nouvelles.

La conséquence la plus remarquable de l'emploi du système des enquêtes monographiques fut une évaluation rationnelle de la contenance de ce que l'on doit entendre par petite, moyenne et grande propriété.

L'emploi pour la classification des propriétés de limites uniformes, telles que celles qui avaient été fixées lors des dernières enquêtes décennales (1), ne pourrait se comprendre

(1) Pour procéder à la classification des diverses propriétés, base

que si l'importance d'une propriété dépendait uniquement de l'étendue de terrain qu'elle occupe. Mais il est bien évident que cette importance est au contraire liée à bien d'autres éléments que la superficie, éléments au nombre desquels on peut citer en première ligne : la nature des cultures, la valeur vénale de la terre, l'importance de l'outillage, le relief du sol, la densité de la population, etc., etc. -

Pour éviter de retomber dans les erreurs précédemment commises, l'administration centrale se garda, en 1908, de classer elle-même les propriétés suivant leur étendue dans des catégories fixées à l'avance, invariables et arbitraires : elle chargea au contraire de ce soin ses correspondants, les professeurs départementaux d'agriculture et les présidents des chambres de notaires, en leur demandant de tenir compte, dans leurs évaluations, de l'ensemble des éléments naturels, économiques et sociaux indiqués plus haut.

Les résultats furent, au premier chef, une estimation de l'étendue des propriétés beaucoup plus proche de la réalité que les précédentes, en même temps qu'une image saisissante de la diversité de la répartition du sol (1).

sur laquelle devait reposer tout l'édifice de leurs indications ultérieures, les auteurs des statistiques agricoles décennales s'étaient, on le sait, uniquement attachés au critérium de la superficie, fixant d'une manière uniforme la limite supérieure de la très petite propriété à 1 hectare, les limites inférieure et supérieure de la petite à 1 et à 10 hectares, celles de la moyenne à 10 et 20 hectares, enfin la limite supérieure de la grande à 40 hectares.

(1) La petite propriété occupe, d'après les correspondants, un demi-hectare sur le littoral de la Côte d'Azur, et 50 hectares dans la Sologne. Dans les régions viticoles de la Meurthe-et-Moselle,

En résumé, la méthode monographique mise en usage lors de l'enquête de 1908, offre, tant par la valeur de renseignements recueillis sur place, que par une évaluation rationnelle de l'étendue des propriétés, le très grand avantage de présenter, dans toute leur complexité, les différents problèmes relatifs à la répartition rurale et de montrer combien l'évolution des catégories de propriétés, les facteurs psychologiques, l'intensité du morcellement, etc., etc., peuvent varier suivant les climats, les cultures et les milieux.

Nous nous sommes efforcés, dans la première partie de ces développements, de mettre en relief tous les bons côtés de l'enquête, toutes les louables préoccupations de ses auteurs en vue de donner une image exacte de la situation de la petite propriété.

Le moment est venu d'indiquer quelles sont, parmi les multiples conditions d'où dépendait la justesse et la précision

de la Côte-d'Or, de l'Hérault ou de l'Aude, le petit propriétaire est celui qui possède 2, 3 ou 4 hectares de terre alors que dans d'autres régions telles que la Champagne crayeuse, les petites propriétés contiennent jusqu'à 25 et 30 hectares. Le département de la *Seine-et-Oise* est divisé en deux régions agricoles bien distinctes ; dans la première (région de la grande culture, arr. de Versailles, Etampes, Mantes, etc.) on est convenu d'appeler petite propriété celle qui est au-dessous de 10 hectares ; dans la seconde région (région de petite culture, canton d'Argenteuil, Poissy, Saint-Germain-en-Laye, Montlhéry, etc...) on entend par petite propriété une propriété de moins d'un hectare ; à Argenteuil toute les propriétés ont communément de 5 à 6 ares !

des renseignements, celles qui, à notre avis, n'ont été qu'imparfaitement remplies.

« Le but poursuivi, peut-on lire, aux premières lignes du discours prononcé par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, au Congrès de la Fédération nationale de la mutualité, le 14 mars 1909, doit être non pas de s'irriter contre les hommes, non pas de chercher des arguments à l'appui ou à l'encontre de certaines thèses de parti, mais de procéder à une étude objective des phénomènes et de laisser les faits parler eux-mêmes et nous donner leur leçon souveraine. »

D'autre part, et c'est là un point sur lequel on ne saurait trop insister, le système des enquêtes monographiques présente par lui-même certaines garanties d'impartialité, grâce à la variété des activités mises en œuvre qu'il implique.

Néanmoins, en dépit de cette dernière considération, et bien que nous ne doutions nullement de la portée des paroles citées plus haut, il nous est impossible de constater, à l'actif de l'enquête officielle, cette *sérénité scientifique* si nécessaire mais en même temps si peu accessible aux particuliers eux-mêmes.

Un des vices les plus apparents qu'on puisse relever dans l'enquête consiste dans l'emploi du département comme de la fraction du territoire à laquelle doivent s'appliquer les renseignements des monographies^a.

Ce système de monographies *départementales* présente en effet de graves inconvénients.

D'abord le département correspond à une étendue beau-

coup trop vaste pour qu'on puisse fournir, en ce qui le concerne, autre chose que des indications générales et vagues.

Mais surtout, cette trop vaste étendue, jointe à un manque complet de concordance entre la division administrative qu'est le département, et les divisions géographiques, ont nécessité, dans la plupart des cas, la distinction, au sein d'un même département, de régions différant absolument entre elles au point de vue de leur physionomie agricole et culturelle. Certains départements tels que la Manche, l'Oise, l'Eure, la Marne, l'Indre-et-Loire, l'Yonne, le Gard, les Pyrénées-Orientales, comprennent neuf, dix et jusqu'à douze régions différentes ! Ce nombre parfois considérable de régions que l'on est obligé de distinguer dans un département donné est dû, en partie, à ce que, bien souvent, une région agricole très caractérisée chevauche sur deux départements différents. C'est ainsi que la région du sud-est du département de l'Yonne appelée « Morvan » (arr. d'Avallon) est absolument identique, tant au point de vue de la nature des cultures qu'à celui du relief du sol, à la région du département de la Côte-d'Or qui lui fait suite et qui d'ailleurs, dans la monographie, est également appelée « Morvan ». De même, la région du Tarn-et-Garonne appelée « Quercy » qui occupe le nord et l'est du département n'est que le prolongement de la région des « Causses du haut et du bas Quercy » qui s'étendent sur la plus grande partie du département du Lot.

Comme exemple de la variété des pays que l'on peut envisager dans un même département, nous citerons le départ-

tement de la Meurthe-et-Moselle où il faut tenir compte, à côté d'une grande région agricole, d'une région entièrement viticole.

Dans le département du Jura également, il faut distinguer : 1° la Plaine où domine la culture des céréales, principalement blé et maïs ; — 2° la Bresse, couverte de nombreux étangs et de forêts à essences feuillues et qui est une région à culture mixte : céréales, cultures sarclées et prairies ; — 3° le Vignoble, collines dont l'altitude varie de 260 à 475 mètres et où prédomine la vigne ; — 4° le premier Plateau dont l'altitude moyenne est de 500 à 750 mètres et où l'on trouve des céréales, des prairies et pâturages, des forêts importantes ; — 5° enfin, la Montagne où prédominent les pâturages et les forêts.

Le département du Nord se divise en trois régions absolument différentes :

Il y a d'abord la Flandre proprement dite « caractérisée par la diversité des cultures alliée à l'existence de nombreuses prairies naturelles ».

En second lieu, une zone herbagère où l'on ne rencontre guère que des prairies naturelles et des herbages.

Enfin une zone industrielle « où l'on cultive la betterave sucrière et de distillerie, la chicorée à café, et où la densité de la population provoque l'accroissement du nombre des cultivateurs laitiers et de l'étendue des terrains à cultures maraîchères. »

On conçoit sans peine qu'étant donnée la diversité des tendances ou des phénomènes existant dans les différentes

régions agricoles envisagées dans un même département, les rédacteurs des monographies devaient être fatalement amenés à fournir, pour l'ensemble de ce département, des indications aussi vagues qu'erronées. A vrai dire, on a renoncé, pour certains départements, à raison de la diversité extrême des renseignements, à fournir à leur sujet, des appréciations d'ensemble. C'est ainsi que dans le tableau synoptique annexe qui indique, à la fin de l'enquête, l'évolution de la petite propriété en nombre et en contenance, une quinzaine de départements ont été classés à part. A notre avis, le nombre des départements ainsi classés à part aurait dû s'élever à une *cinquantaine*. Nous avons dû constater, en effet, en lisant les monographies qu'on ne pouvait compter que 38 départements seulement dans lesquels les mêmes tendances sont signalées pour toutes les régions qu'on y distingue (1).

(1) Les 15 départements non classés dans le tableau synoptique annexe de l'enquête de 1908 concernant l'évolution de la petite propriété sont les suivants :

Ille-et-Vilaine, Calvados, Morbihan, Nord, Seine-et-Marne, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Indre-et-Loire, Yonne, Loiret, Puy-de-Dôme, Gironde, Cantal, Gard, Bouches-du-Rhône.

Les 34 départements au sujet desquels il est également impossible, à notre avis, de fournir une appréciation d'ensemble sont les suivants :

Côtes-du-Nord, Manche, Sarthe ; Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, Oise, Aisne, Eure, Eure-et-Loir, Seine-et-Oise ; Ardennes, Marne, Aube ; Vendée, Deux-Sèvres, Charente ; Cher ; Saône-et-Loire, Ain, Haute-Savoie ; Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Ariège ; Corrèze, Aveyron, Lozère, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Ardèche, Vaucluse, Alpes-Maritimes, Corse.

Les considérations qui précèdent prouvent surabondamment les graves inconvénients que présente le système des monographies départementales. A quelle fraction du territoire devraient s'appliquer les renseignements des monographies, c'est ce qu'il importe maintenant de rechercher.

Une méthode assurément plus logique que la précédente consisterait à diviser la France en régions agricoles présentant des caractères spéciaux et à procéder à une monographie concernant chacune d'elles. Il importe de remarquer cependant que l'étendue de ces régions serait encore trop vaste pour permettre de fournir sinon des indications générales, du moins des détails et des exemple précis. Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs les grandes difficultés que présenterait le travail de délimitation des régions.

Un système plus satisfaisant encore, surtout si l'on a en vue l'étude si compliquée des différents facteurs qui influent sur la situation du petit propriétaire, est, à notre avis, le système des monographies cantonales. Le canton est, en effet, une circonscription d'une assez faible étendue pour qu'on puisse fournir des renseignements précis, des données

Il reste donc 38 départements seulement où l'on signale les mêmes tendances dans toutes les régions agricoles sans exceptions. Ce sont les suivants : Finistère, Orne, Mayenne ; Somme, Seine ; Haute-Marne, Meuse, Haut-Rhin ; Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Charente-Inférieure, Vienne, Haute-Vienne ; Loir-et-Cher, Indre, Nièvre, Creuse, Allier ; Côte-d'Or, Haute-Saône, Doubs, Jura, Loire, Rhône, Savoie, Isère ; Dordogne, Landes, Gers, Haute-Garonne ; Lot, Tarn et Garonne, Tarn, Haute-Loire, Drôme, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Var.

statistiques indiscutables sur les diverses formes de l'évolution de la propriété qui s'y produisent, des détails et des exemples frappants concernant la mentalité ou les conditions de la vie matérielle des diverses catégories d'individus qui constituent sa population rurale. A raison également de sa faible étendue, le canton présente une grande homogénéité, tant au point de vue de la nature des cultures qu'au point de vue du relief du sol, de la densité de la population et des autres éléments naturels, économiques ou sociaux, qui influent sur la répartition du sol : on ne serait donc point obligé, dans la plupart des cas, de le diviser en plusieurs régions agricoles dont la diversité est si propice aux généralisations fallacieuses.

La France comprenant 2 883 cantons et, d'autre part, les monographies devant être suffisamment complètes et détaillées, une des conséquences les plus évidentes de l'emploi de ce système serait l'impossibilité de connaître exactement quelle est la situation de la petite propriété dans l'ensemble de la France.

C'est là un inconvénient indéniable, moins grave pourtant qu'on serait tenté de le croire de prime abord. Il convient, en effet, de remarquer que la diversité de conditions économiques ou culturelles n'est point telle en France que chaque canton présente à ces divers points de vue des caractéristiques qui le différencient absolument des cantons limitrophes. On pourra donc, sans risquer d'aboutir à des déductions hasardeuses, appliquer les conclusions fournies pour un canton déterminé à toute une fraction notable du

territoire qui présenterait, au point de vue du relief du sol, de la nature des cultures, de la densité de la population, etc... de grandes analogies avec ce canton. Toutes choses étant bien considérées, nous croyons donc pouvoir affirmer qu'un recueil composé d'une dizaine de monographies dont les renseignements concerneraient quelques points déterminés choisis dans des parties *très différentes* du territoire permettrait, pour la raison ci-dessus indiquée, de connaître au moins approximativement ce qu'il en est de la situation de la petite propriété dans presque toutes les parties du territoire.

En somme, les deux systèmes que nous venons d'indiquer ont chacun leur utilité et devraient être employés concurremment. Grâce au premier, on pourrait aboutir à de véritables vues d'ensemble ; par contre, il ne permettrait guère de fournir que des indications assez générales et vagues. — En employant le second, on obtiendrait des renseignements d'une portée généralisatrice sans doute moindre, mais qui, s'appliquant à quelques points bien déterminés, seraient suffisamment précis, exacts et détaillés.

§ II. — *Contrôle des renseignements contenus dans les monographies de l'enquête de 1908.*

Le contrôle des résultats de l'enquête de 1908 nous a été possible grâce à la connaissance que nous avons eue de do-

cuments provenant d'une enquête entreprise par le Musée social sur la demande de la Ligue républicaine de la petite propriété présidée par M. Deschanel, député. La section agricole du Musée social, réunie sous la présidence de M. Eugène Tisserand, directeur de l'Agriculture, a décidé qu'un questionnaire spécial serait adressé à tous ses membres titulaires ou correspondants (1), à un certain nombre de notabilités agricoles en rapport avec le Musée social et possédant une compétence reconnue, ainsi qu'aux receveurs de l'enregistrement.

Les réponses à ce questionnaire, qui a trait principalement à l'évolution du nombre des petits propriétaires et à celle du nombre des ouvriers agricoles (2), ont été reçues par M. de Rocquigny, délégué au service agricole du Musée social. Elles

(1) Ces correspondants sont presque tous des propriétaires fonciers présidents ou membres de syndicats agricoles. Les renseignements contenus dans l'enquête de 1908 et les réponses parvenues au Musée social en 1910 ne proviennent donc pas des mêmes personnes.

(2) Voici les demandes portées à ce questionnaire :

I. Depuis 10 ans, le nombre des petits propriétaires de terres cultivées s'est-il accru dans le département ou la région ? (Proportion approximative de l'accroissement ou de la réduction en indiquant ce que l'on entend par petite propriété, et en signalant les cantons et les arrondissements compris dans la région envisagée).

II. Le nombre des ouvriers agricoles diminue-t-il, augmente-t-il ou est-il stationnaire ? Causes de ce mouvement. La désertion des campagnes s'est-elle accentuée ou ralentie ?

III. La valeur de la terre est-elle en hausse ou en baisse pour les petits domaines ?

IV. Existe-t-il dans notre région quelques petites industries rurales anciennement pratiquées ? Y a-t-il tendance à en implanter de nouvelles ? Lesquelles ?

sont fort nombreuses ; on peut en compter quatre cents environ. La plupart de ces réponses ne s'appliquent qu'à un arrondissement ou à un canton déterminé, ce qui porte à bien augurer de leur exactitude. Il convient de remarquer toutefois que la quantité des réponses envoyées varie beaucoup suivant les départements. Pour certains départements, tels que le Pas-de-Calais, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne, le Loir-et-Cher, le nombre des réponses s'élève à neuf, dix et douze ; pour le département de la Haute-Garonne, on peut même compter dix-sept réponses différentes. Dans d'autres départements au contraire, tels que le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, l'Aube, la Nièvre, la Creuse, la Haute-Saône, les Landes, etc. — il n'a été envoyé qu'une ou deux réponses. — Il faut noter, d'autre part, que dans beaucoup de départements, les réponses fournissent des indications différentes suivant les arrondissements auxquels elles s'appliquent. Assez souvent même les réponses concernant soit l'ensemble du département, soit un arrondissement, se contredisent, ce qui prouve une fois de plus combien il est difficile de fournir des renseignements précis et exacts. — Enfin, la valeur et la portée des réponses varient aussi beaucoup. Certains correspondants ont donné des indications absolument laconiques, répondant d'un seul mot à chacune des demandes posées. Quelques-uns, au contraire, et cela suffit pour que les résultats de l'enquête soient du plus haut intérêt, ont fourni sur les conditions actuelles de la répartition du sol, sur l'évolution du nombre des petits propriétaires, et surtout sur la situation des ouvriers agricoles, des renseignements suffisamment détaillés, et très instructifs.

Nous avons lu attentivement quelques-unes de ces dernières réponses, celles qui nous ont paru les plus intéressantes, et nous les avons rapprochées des indications correspondantes de l'enquête officielle. Nous en reproduisons un certain nombre avec lesquelles les indications correspondantes de l'enquête officielle sont en contradiction formelle (1).

COMPARAISON DES RENSEIGNEMENTS DES DEUX ENQUÊTES, CONCERNANT LA SITUATION DES OUVRIERS AGRICOLES ET DES FERMIERS DANS LES DÉPARTEMENTS DU NORD ET DE LA SOMME.

Nord. — A. — Résultats de l'enquête de 1908.

I. Journaliers-propriétaires et ouvriers agricoles proprement dits.

« Les petits propriétaires obligés d'aller à la journée ne sont pas spécialement nombreux ; si leur nombre paraît avoir augmenté légèrement depuis 20 ans, cela tient à la diminution des ouvriers agricoles proprement dits.

II. Fermiers et métayers (propriétaires et non propriétaires).

« Le fermage est très répandu dans la région de Flandre, il

(1) On pourra également, en consultant les *indications complémentaires* qui terminent cette étude, prendre connaissance des résultats de la comparaison que nous avons faite entre les deux enquêtes concernant l'évolution du nombre des petits propriétaires (V. *Indications complémentaires*, p.103).

est assez rare dans la région industrielle. Il porte beaucoup plus sur la grande et sur la moyenne propriété que sur la petite. On signale de Cambrai et de Lille que le fermier achète de la terre autant que le petit propriétaire ; d'Hazebrouck qu'il passe au second rang comme acquéreur après le petit propriétaire. On ne saurait donc tirer de l'examen de la situation agricole dans le Nord qu'il y a progression du faire-valoir indirect. Tout fermier, au contraire, paraît avoir un but : faire des économies pour arriver à s'établir à son compte ; il y a plus qu'équilibre entre cette tendance et celle qui porte le moyen ou le grand propriétaire à louer sa terre.

— Le métayer n'existe pas dans le Nord. »

Observation. — Les renseignements précédents qui ont trait à la situation des fermiers peuvent s'appliquer également au Pas-de-Calais, par contre, la situation des ouvriers agricoles dans ce dernier département n'est pas la même que dans le département du Nord.

Voici en effet ce que relate la monographie du Pas-de-Calais : « Les petits propriétaires qui possèdent au minimum 4 ou 5 hectares ne doivent pas être confondus avec les ouvriers agricoles qui cultivent de 50 ares à 1 hectare. Les exploitants qui les emploient font pour eux, gratuitement, les façons culturales, tant que les surfaces n'excèdent pas 40 ares. Au-dessus, ont fait payer les diverses façons 50 francs l'hectare. Ces ouvriers progressent généralement : ils cherchent de plus en plus à exploiter le sol pour leur compte personnel. D'abord fermiers pour la plus grande partie de leur exploitation, ils

arrivent ensuite à la petite propriété, *et ils exercent même, en certaines circonstances, par leurs achats répétés, une certaine influence sur la hausse des terres.* »

B. — Documents provenant de l'enquête du Musée social.

Deux réponses : celle de M. Béhague, président du syndicat agricole de Bailleul (arr. d'Hazebrouck, Nord) et celle de M. le comte Jonglez de Ligne (canton de Lens, arr. de Béthune, Pas-de-Calais) nous fournissent des détails intéressants sur la situation des ouvriers agricoles.

1^o Arrondissement d'Hazebrouck.

« Le nombre des ouvriers agricoles diminue parce qu'il n'y a plus autant de Belges pour venir travailler dans notre région et parce que les mines de charbon leur offrent de grands avantages ; la désertion des campagnes s'accroît fortement.

« La différence énorme entre le salaire agricole et le salaire industriel précipite cette désertion. Les mines de charbon ont obtenu des chemins de fer des trains spéciaux avec des prix de transports dérisoires, en sorte que toutes les facilités sont données aux ouvriers pour se diriger vers les mines ; d'autre part, les filatures et les tissages nous prennent nos meilleurs ouvriers agricoles. Les salaires qu'offre l'industrie sont en moyenne de 5 francs, alors que la culture ne peut offrir que 2 fr. 50. Ils préfèrent donc l'industrie. D'autant plus que nos ouvriers agricoles sont de purs prolétaires n'ayant pas un morceau de terre à cultiver, ayant à peine un jardin de 2 à 3 ares et encore pas tous. Quant au personnel féminin,

la plupart des jeunes filles vont servir en ville ; jadis, la dentelle à la main les retenait un peu au foyer paternel ; mais leurs salaires sont dérisoires et la nourriture qu'elles prennent inconcevable : du pain et une infusion de chicorée ; presque jamais de viande, même de porc, ce qui est un luxe.

« D'autre part, l'égoïsme bourgeois est porté dans nos cantons à un très haut degré. Les propriétaires fonciers craignent des coalitions dans tous les groupements mutualistes et ils sont très jaloux de leur influence sous tous les rapports, sans vouloir se donner la peine de la mériter ; ils démolissent peu à peu ce qui est fait sans leur consentement et, de plus, ils sont organisés. »

Les indications ci-dessus ne sont pas en contradiction avec celles de l'enquête de 1908 ; à noter cependant que d'après le correspondant du Musée social, « presque tous les ouvriers agricoles sont de purs prolétaires », ce que ne mentionne pas le rédacteur de la monographie de l'enquête de 1908.

2° Canton de Lens (arrondissement de Béthune, Pas-de-Calais).

« Le nombre des ouvriers agricoles diminue considérablement dans le canton de Lens et, on peut ajouter, dans tout l'arrondissement de Béthune. Les ouvriers agricoles, trouvant facilement à gagner dans les mines 5 et 6 francs par jour, ne veulent plus se contenter du salaire de 3 à 4 francs que pourraient leur donner les propriétaires ruraux. De plus, dans les mines, outre un salaire plus élevé, les ouvriers ont des avantages que n'ont pas les ouvriers

agricoles ; ils ont gratuitement les soins du médecin, les médicaments, le charbon ; ils ont une caisse de retraite, etc. De plus, pour 6, 7 ou 8 francs par mois, selon la grandeur ou l'emplacement, ils sont logés dans des maisonnettes confortables à étages, et entourées d'un petit jardin. Un fait pourtant à signaler, c'est que, depuis quelques années, certains mineurs retraités achètent de petits terrains de quelques centaines de mètres sur une partie desquels ils construisent une modeste maison et occupent leurs loisirs à cultiver sur l'autre partie les légumes nécessaires pour eux et leur famille ; c'est une nouvelle catégorie de propriétaires ruraux qui se forme ainsi et qui mériterait d'être encouragée. »

Les indications ci-dessus sont, on le voit, en contradiction complète avec celles qui sont fournies par l'enquête de 1908, et d'après lesquelles l'ouvrier agricole s'acheminerait vers la petite propriété. Il est vrai que le correspondant n'envisage la situation des ouvriers agricoles que dans l'arrondissement de Béthune, et qu'il est possible, d'autre part, que les renseignements de l'enquête de 1908 s'appliquent à une toute autre région du Pas-de-Calais ; mais alors il est regrettable que les auteurs de cette dernière enquête ne l'aient point spécifié et dans tous les cas la divergence que nous venons de relever met parfaitement en relief les grands inconvénients que présente le système des monographies départementales.

Somme. — A. — Résultats de l'enquête de 1908.

I. Journaliers-propriétaires et ouvriers agricoles proprement dits.

« Les ouvriers agricoles deviennent fréquemment de petits propriétaires, leur accession à la propriété serait très caractérisée s'ils n'étaient trop souvent gênés par les difficultés qu'ils éprouvent à faire exécuter les principales façons culturales. »

II. Fermiers et métayers (propriétaires et non propriétaires).

« Le faire-valoir indirect est très important dans la Somme, mais il faut signaler que la plupart des fermiers sont en même temps propriétaires et qu'ils aspirent tous à arrondir leur bien pour se mettre entièrement à leur compte. Les fermiers-propriétaires achètent de la terre toutes les fois qu'ils en trouvent à vendre à un prix raisonnable.

Le métayage n'existe pas dans la Somme. »

Observation. — Les indications ci-dessus concernant les ouvriers agricoles ne s'appliquent pas à la Seine-Inférieure, à l'Oise, à l'Eure et à l'Eure-et-Loir où la diminution des ouvriers agricoles est causée non par leur accession à la propriété, mais par un exode rural intense. En ce qui concerne les fermiers, ils ont tendance dans l'Eure, de même que dans la Somme, à acheter la ferme qu'ils tiennent en location ; dans les trois autres départements (Oise, Eure-et-Loir, Seine-Inférieure) leur situation ne change pas.

B. — Documents provenant de l'enquête du Musée social.

Nous reproduisons ci-dessous quelques passages de la réponse adressée au Musée social par M. Pluchet, membre et ancien président de la Société nationale d'Agriculture (canton de Roye, Somme) et qui a trait à la situation des journaliers-propriétaires et des ouvriers agricoles proprement dits :

« La toute petite propriété (5 ares à 1 hectare) n'existe pour ainsi dire pas dans le canton de Roye. Plusieurs grands propriétaires ou grands cultivateurs de ce canton font des efforts et des sacrifices pour encourager dans leurs villages la reconstitution de toutes petites propriétés familiales (la maison avec un jardin de quelques ares). Ils en avancent le prix aux ouvriers agricoles économes à un très faible intérêt de 2 à 3 0/0 avec le remboursement à long terme de 10, 12 et 15 ans et plus par des annuités extrêmement faibles, permettant à l'ouvrier agricole de devenir facilement propriétaire de sa maison ; c'est à *encourager par tous les moyens*.

« Le nombre des ouvriers agricoles proprement dits diminue chaque année sensiblement. Très peu de femmes consentent maintenant à travailler aux champs. Les causes ? Le passage des jeunes gens au régiment ; le manque d'éducation agricole à l'école primaire ; l'abus du certificat d'étude ; les travaux des chemins de fer ; le désir d'entrer dans les services assurant une retraite. Telles sont les causes générales. — La création à Roye d'une chemiserie occupant 250 femmes, d'une

fabrique de faux bijoux qui en occupe 100 ; telle est la cause particulière à mon canton.

« Il n'existe plus de petites industries rurales. Autrefois, il y a 40 ou 50 ans, il y avait dans la moitié au moins des maisons un petit métier à main pour la confection à façon de la bonnetterie. Cela donnait du travail aux femmes pendant les chômages agricoles. Aujourd'hui, ces industries ont complètement disparu, je ne vois peu de tendances, et je le déplore, à en planter de nouvelles. »

Les renseignements ci-dessus visent particulièrement le canton de Roye mais ils peuvent s'appliquer aux autres régions du département de la Somme ; ils sont intéressants en ce qu'ils présentent les grands propriétaires fonciers comme faisant preuve d'initiative et encourageant la reconstitution des petites propriétés familiales, à l'inverse de ceux de l'arrondissement d'Hazebrouck (Nord) qui, d'après le rapport cité plus haut, refusent systématiquement leur appui aux œuvres des campagnes. Si l'on rapproche ces renseignements de ceux que fournit l'enquête de 1908, on peut constater des divergences assez marquées.

Le correspondant du Musée social signale une tendance des ouvriers agricoles à entrer dans les chemins de fer ou dans d'autres services assurant une retraite ; il n'est pas fait mention de cette tendance dans la monographie de l'enquête de 1908. En ce qui concerne l'accession des ouvriers agricoles à la petite propriété, l'auteur de cette dernière monographie signale un *acheminement effectif* des ouvriers agricoles vers la petite propriété ; le correspondant du Musée

social se contente, au contraire, de faire part des efforts des propriétaires fonciers en vue de favoriser la constitution de très petites propriétés de 5 ares à 1 hectare, les propriétés de cette catégorie n'existant pour ainsi dire pas, sinon dans l'ensemble du département de la Somme, du moins dans le canton où ce correspondant se trouve.

I. — COMPARAISON DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES DEUX ENQUÊTES CONCERNANT LES TENDANCES ACTUELLES ET LA SITUATION DU PETIT PROPRIÉTAIRE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA « MAYENNE ».

A. — Résultats de l'enquête de 1908.

(On a coutume d'appeler petite propriété dans le département celle qui est au-dessous de 10 hectares.)

On signale dans le département une disparition croissante de la très petite propriété. Quant à la petite propriété proprement dite, elle se trouve tendre à la moyenne propriété.

Le petit propriétaire ne va pas à la journée chez autrui.

Le prix des terres est légèrement en hausse depuis vingt ans.

Le petit propriétaire est imprévoyant, peu économe et à la merci des moindres périls, mais on ne signale pas que la dette hypothécaire s'appesantisse particulièrement sur lui.

B. — Résultats de l'enquête du Musée social.

L'intéressante monographie dont nous reproduisons ci-dessous les passages se rapportant aux tendances actuelles et

à la situation générale du petit propriétaire dans la Mayenne, et qui a été adressée au Musée social par M. André de Robier, à Alexain (Mayenne), apporte un contrôle et un complément des plus précieux aux brèves indications fournies sur ce point par l'enquête de 1908.

M. de Robier commence par donner une description consciencieuse des différents types de propriétés qu'il est possible d'observer dans la Mayenne.

« On peut dénommer petite propriété le domaine dont l'étendue varie entre 5 et 10 hectares. Une étendue de 5 hectares peut être cultivée en tenant compte de l'assolement : 1° Par un ménage âgé (60 à 70 ans). Les conjoints sont occupés tout le temps. — 2° Par un jeune ménage : *a*) s'il n'y a qu'un enfant, la femme étant occupée tout le temps, le mari travaille deux ou trois jours chez lui par semaine ; *b*) s'il y a plusieurs enfants en bas âge, le mari travaillera trois ou quatre jours chez lui ; *c*) si les enfants sont grands, mêmes conditions pour les parents, mais les enfants sont occupés en dehors de la famille. — Au delà de 5 hectares les conditions de la vie de famille s'améliorent un peu ; mais le mari est toujours obligé de chercher du travail hors de chez lui, la famille est gênée. Il faut restreindre le nombre des enfants (enfant unique) ou accepter la dislocation précoce de la famille, les enfants s'engagent comme bergers, les filles comme servantes et rompent tous les liens pour ne plus vivre que pour eux-mêmes. »

Le correspondant trace ensuite ce sombre tableau de la situation actuelle du propriétaire dans la Mayenne :

« Dans la petite propriété, quelle que soit son étendue, le travail est pénible pour la femme, et sans chances de gain pour le mari ; la perspective de dépenses coûteuses pour l'amélioration des bâtiments onéreux devenus d'un prix élevé apparaissent comme inéluctables. *La petite propriété est seulement appréciée du petit rentier ayant de 1 000 à 1 500 francs de rente et voulant s'occuper à un travail peu fatigant.*

« L'homme et la femme concourent à la culture ; au besoin, ils prennent un journalier et une bonne qui aident à la grosse besogne et en même temps servent bourgeoisement. Si la petite propriété considérée passe aux mains d'une femme, par suite de succession, ou à un fonctionnaire, ou à un émigré, ou même à quelqu'un de plus riche que les ascendants, elle a chance d'être vendue. La femme vendra pour trouver dans un placement mobilier moins de soucis, le fonctionnaire, pour ne pas laisser loin derrière lui ses intérêts difficiles à surveiller, l'héritier, mieux placé que ses parents, dans le but d'acheter une ferme plus grande et d'avoir à traiter avec des locataires aisés. Le voisin du petit propriétaire est continuellement sollicité d'acheter les bordures qui le joignent et c'est donc la moyenne propriété qui absorbe la petite.

« Il est de fait que la petite propriété, qu'elle soit aux mains de celui qui la possède ou de celui qui la loue, est sensiblement moins bien cultivée que la moyenne et la grande, *preuve certaine que son existence est menacée, sinon compromise dans la région.* Il importe aussi de noter que son

influence familiale n'est pas satisfaisante. Toutes choses restant les mêmes, elle ira disparaissant d'année en année, et augmentera par annexion les corps de ferme qui l'avoisinent.

« Dans le voisinage des bourgs, elle se maintiendra pour servir d'appoint au travail des débitants et fournira des éléments de culture permettant aux boulangers, médecins, vétérinaires, d'avoir un cheval ou une vache. Rarement, on morcelle des propriétés d'une certaine étendue, on peut dire que ce qui apparaît encore de propriété est bourgeoise. Le mouvement de reconcentration a commencé au moment de la diffusion des valeurs mobilières (emprunts pour le paiement de l'indemnité de guerre de 1871, de l'organisation de la caisse d'épargne postale ; il s'est accentué lors de la crise agricole de 1880 à 1900 ; il est devenu irrésistible sous l'influence des idées actuelles (lecture des journaux quotidiens, opérations de bourse, enseignement scolaire, soif de bien-être, etc.). Seule pourrait arrêter la disparition de la petite propriété une série de mesures impossibles à espérer. »

Le rapprochement que nous venons de faire met tout d'abord en relief l'insuffisance du document officiel. La monographie de la Mayenne ne contient, remarquons-le, aucune indication sur le degré d'attachement que peut avoir le paysan pour la terre, sur son goût de bien-être, sur l'attrait exercé sur lui par la ville, etc. ; elle ne donne aucune idée de sa situation matérielle, de son genre de vie, comme de l'importance de ses revenus et du rendement de sa terre ; alors que sur tous les points que nous venons d'énumérer

le correspondant du Musée social fournit des renseignements fort instructifs.

Il est facile d'observer, en second lieu, que les résultats des deux enquêtes ne concordent pas. D'après la réponse de M. de Robier, le petit propriétaire est obligé d'aller travailler à la journée même lorsque l'étendue de son bien dépasse 5 hectares, tandis que l'on déclare nettement dans la monographie et l'enquête officielle qu'il ne va pas à la journée chez autrui.

Cette dernière enquête nous présente les petits propriétaires comme ayant tendance à passer dans la catégorie des moyens ; si l'on en croit le correspondant du Musée social, la petite propriété est au contraire « destinée à disparaître d'année en année et à augmenter, par annexion, les corps de ferme qui l'avoisinent » ; loin de se maintenir elle est, au contraire, en pleine décadence.

II. — COMPARAISON DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES DEUX ENQUÊTES CONCERNANT LA SITUATION GÉNÉRALE DU PROPRIÉTAIRE DANS LA « SEINE-ET-MARNE ».

A. Résultats de l'enquête de 1908.

« A Fontainebleau, à Meaux, à Melun, à Provins, les très petits propriétaires, qui n'ont pas suffisamment de quoi vivre avec leur bien, émigrent à la ville.

« Quant aux petits propriétaires proprement dits, ils sont d'esprit indépendant. Ils ne vont pas à la journée, sauf sur

quelques points de l'arrondissement de Fontainebleau. Ils ont assez de bien à cultiver pour vivre. Il n'y a pas de morcellement exagéré des héritages... Ceux qui n'ont qu'une propriété poussière ne tardent pas à émigrer. Ceux qui restent, achètent. »

B. — Résultats de l'enquête du Musée social.

Dans la réponse dont nous reproduisons ci-dessous les passages essentiels, un correspondant du Musée social, M. Pourquery de Boisserin, fournit les renseignements suivants concernant la situation actuelle du petit propriétaire :

« D'une façon générale, ce qu'on appelle petite propriété dans la région champenoise de la Seine-et-Marne disparaît complètement. Dans mon village, on compte au moins vingt propriétaires en moins (superficie de la commune : 1400 hectares). Il serait bien difficile de donner une valeur réelle de la terre. *Ceux qui la détiennent la conservent malgré eux et n'en achètent plus.* Il y a 35 ans, je vendais mes propriétés au prix de 1 200 francs l'hectare : je n'en trouverai pas 600 aujourd'hui et ma terre est puissamment enrichie d'engrais et les récoltes sont doublées ».

Pour M. de Boisserin, la cause déterminante de l'abandon de la petite propriété et des campagnes, est le manque de religion et de morale. Au nombre des autres causes générales qui ont pour effet le désintéressement complet du paysan pour la culture, le correspondant cite en première ligne l'exagération des droits de mutation, puis le régime hypothé-

caire, les droits de successions énormes qui viennent encore d'être augmentés.

« Quant aux charges multiples qui s'attachent spécialement à la petite propriété, elles sont, ajoute-t-il, bien plus abusives encore : octrois à l'entrée des villes, prestations, règlements de police, frais odieux de justice de paix, tous ces abus subsistent à la charge de la petite propriété et aucun depuis 50 ans n'a été supprimé ». Et M. Pourquery de Boissier conclut : « Le paysan est aujourd'hui condamné à vendre des produits bon marché, et à acheter fort cher tout ce dont il a besoin et souvent en produits frelatés. — La terre, qui enrichit quelques grands cultivateurs industriels, ne nourrit plus son homme. »

Cette réponse donnée, on le voit, un démenti formel à l'affirmation contenue dans l'enquête officielle, d'après laquelle le petit propriétaire serait dans une situation prospère et *achèterait de la terre toutes les fois qu'il y en a à vendre*. Elle met également en relief les préjudices causés aux cultivateurs par des charges fiscales excessives alors que les rédacteurs de l'enquête de 1908 passent sous silence ce point important.

Un autre correspondant du Musée social, M. Juillot, secrétaire du syndicat de Darvant, près Nemours (Seine-et-Marne), fournit sur la situation du petit propriétaire des indications aussi pessimistes que les précédentes :

« La désertion des campagnes, écrit-il, est, dans l'arrondissement de Fontainebleau, un fait certain. Et pourquoi le paysan abandonne-t-il sa terre ? La réponse est facile ; c'est

que son métier est le plus misérable, le plus pénible, celui qui ne donne ni le repos, ni la sécurité du lendemain. Un cultivateur a trois enfants ; l'un va vers la ville, les deux autres restent à la campagne. Qu'arrivera-t-il quand le père mourra ? Le citadin qui ne connaîtra plus bien la plaine, ne voudra pas partager la terre ; il aura peur que ses frères le volent, et voilà des terres qui ont cependant coûté 15 ou 16 francs 0/0 d'impôts pour être achetées ; il y a peut-être quelques parcelles qui ont été achetées il n'y a pas un an et il va falloir payer 15 ou 16 francs si l'on veut les racheter. Ces terres, en deux ans, auront donc payé au fisc plus de 30 0/0. Comment voulez-vous dans ces conditions que le paysan ramasse de quoi vivre ? »

M. Juillot montre ainsi sans déguisement et d'une façon saisissante les maux dont souffre le plus la petite propriété : l'émiettement des petits domaines causé à la fois par la division des héritages et des droits de mutation excessifs. Il semble cependant qu'en présentant l'émigration des propriétaires comme la conséquence directe du morcellement, ou méconnaisse qu'en réalité ces deux phénomènes réagissent l'un sur l'autre.

Il est évident, en effet, que si, dans les familles, un ou deux enfants sur trois ne commençaient à émigrer vers les villes, les partages se feraient beaucoup plus facilement à la mort du père, et des accords préviendraient ces ventes et ces achats successifs qui menacent l'existence de la propriété paysanne.

Il convient également de remarquer ce découragement du

paysan sur lequel insistent avec force les deux correspondants du Musée social dont nous venons de citer les réponses, découragement qui provient à la fois des difficultés croissantes que présente la culture, et des charges fiscales excessives.

De tels symptômes paraissent être communs aux pays situés dans la partie centralé du bassin de Paris ainsi que vont le prouver les passages suivants que nous empruntons à la monographie adressée au Musée social par M. Thomas-sin, membre de la Société nationale d'Agriculture de France, et qui concernent un des départements limitrophes de la Seine-et-Marne : la Seine-et-Oise. La réponse vise plus particulièrement l'arrondissement de Pontoise.

« La valeur de la terre a certainement baissé, peut-être même davantage pour la petite propriété que pour les grands domaines, parce qu'il y a moins d'acheteurs qu'autrefois, partant moins de concurrence. Les enchères sont moins poussées, le paysan, qui jadis ne savait placer ses économies que dans les acquisitions de terrains, sans même s'occuper des revenus qu'il en pourrait tirer, est *aujourd'hui effrayé de l'augmentation continuelle des impôts et des charges qui pèsent sur la terre* ; il commence aussi à craindre que l'impôt sur les revenus, loin de lui apporter un dégrèvement, soit, au contraire, une aggravation. Il sent très bien que la terre doit subir seule et toujours le contre-coup des augmentations de dépenses du pays, tandis que les valeurs mobilières pourront se tenir plus facilement à l'abri. *Il délaisse donc la terre pour les valeurs mobilières.* Il est encore poussé à cette opération par les agences et les demandes des grandes so-

ciétés de crédit qui, en sachant faire miroiter à ses yeux un intérêt supérieur de l'argent, viennent se débarrasser chez lui de valeurs quelquefois douteuses. »

Il est curieux de rapprocher ces indications de celles que contient à ce même sujet l'enquête de 1908. D'après la monographie de la Seine-et-Oise, « celui qui achète presque uniquement de la terre (car il n'y a qu'à noter en passant les Parisiens qui, dans certaines zones, achètent des terrains à bâtir pour maison et jardin), c'est le petit propriétaire. CELUI-LA VA JUSQU'À ENTAMER SON CAPITAL D'EXPLOITATION POUR ARRONDIR SON PETIT DOMAINE. Il n'y a donc pas à craindre, dans l'ensemble du département, de morcellement exagéré des héritages. »

On ne saurait imaginer entre les deux réponses divergence plus complète.

Il en est de même, ainsi qu'on a déjà pu s'en rendre compte, en ce qui concerne le département de la Seine-et-Marne. Les affirmations des deux correspondants du Musée social au sujet de la gêne extrême du petit cultivateur, d'un morcellement exagéré et d'une dispersion parcellaire intense, sont en contradiction formelle avec les indications de la monographie de l'enquête officielle d'après laquelle *il n'y a pas de morcellement exagéré des héritages, les petits propriétaires ayant assez de bien à cultiver pour vivre.*

On ne saurait évidemment tirer des quelques comparaisons que nous venons de faire une preuve décisive de la fausseté des résultats de l'enquête de 1908. Cependant, com-

ment ne pas être frappé de contrastes tels que ceux que nous venons d'énumérer ? En admettant même que ces contradictions soient les seules qu'il soit permis de relever entre les deux enquêtes, elles suffiraient à nous rendre, au sujet de l'exactitude des renseignements de l'enquête officielle, quelque peu sceptique, si nos doutes n'avaient déjà pu se justifier par les considérations *a priori* que nous avons précédemment exposées (1).

(1) Un indice bien frappant de l'incertitude des renseignements de l'enquête officielle résulte de contradictions qu'il est possible de relever au sein même de ce document entre les résultats des monographies et ceux qui sont indiqués aux tableaux statistiques annexes. D'après la monographie du département des *Ardennes*, la petite propriété serait restée stationnaire pour le nombre dans l'arrondissement de Rocroi ; dans la région centrale, le nombre aurait augmenté légèrement ; dans 119 communes de cette région, il y aurait eu diminution ; dans 110 communes le nombre est stationnaire et dans 55 communes seulement il est en augmentation. En Champagne, le nombre des petits propriétaires est resté sensiblement stationnaire. Il semblerait donc que pour l'ensemble du département la situation soit demeurée stationnaire. Pourtant, dans le tableau statistique annexe, on signale une augmentation *pour l'ensemble du département des Ardennes*. D'après la monographie du département de la *Drôme*, la petite propriété a augmenté dans l'ensemble du département non en nombre mais en contenance ; on constate « une diminution du nombre des propriétaires et une augmentation de la contenance moyenne de la petite propriété ». Dans le tableau statistique annexe le nombre des petits propriétaires est signalé au contraire comme stationnaire. On retrouve la même obscurité dans les renseignements de l'enquête concernant le département des *Basses-Alpes*. On lit dans la monographie de ce département : « Dans l'ensemble, le nombre des petits propriétaires a augmenté et la contenance de la petite propriété s'est accrue » ; et quelques lignes plus bas : « beaucoup de petits propriétaires

journaliers ont émigré et ont vendu leur bien à leurs voisins, de sorte que *pour être très exact*, il faut dire que le nombre des petits propriétaires est resté stationnaire avec *tendance à la diminution*, tandis que nettement, la contenance de la petite propriété augmentait. Dans le tableau statistique annexe, on signale une tendance à l'augmentation pour le nombre comme pour la contenance. Dans le département des *Deux-Sèvres*, la petite propriété aurait d'après la monographie de ce département, augmenté depuis 20 ans, dans les trois régions agricoles, en nombre et en étendue totale. Dans le Bocage, toutefois, le mouvement de la propriété est sur bien des points demeuré stationnaire. » A la lecture de cette monographie, il semblerait que le nombre des propriétaires soit en augmentation dans l'ensemble du département ; cependant, dans le document statistique annexe ce nombre est signalé comme stationnaire.

Une autre contradiction peut être relevée concernant le département de la *Vienne*. Le tableau annexe indique un état stationnaire de la contenance totale, alors que, d'après la monographie, la petite propriété « est de beaucoup supérieure à ce qu'elle était il y a vingt ans comme nombre d'exploitations et comme contenance totale. »

Signalons encore parmi les départements au sujet desquels les indications de la monographie et celle du tableau annexe sont en contradiction, le département de la *Meuse* ; la monographie signale une augmentation de la superficie de la petite propriété ; le tableau annexe indique au contraire un état stationnaire.

DEUXIEME PARTIE

Portée généralisatrice de l'enquête de 1908.

Nous avons insisté dès le début de notre étude sur l'intérêt primordial qui résidait dans la superposition à la masse confuse des enquêtes régionales d'un document à la fois clair, bref et substantiel permettant d'avoir une vue d'ensemble sur la situation de la petite propriété rivale dans les différentes contrées de la France. Pour que ce but pût être complètement atteint en 1908, il fallait qu'indépendamment de la valeur et de l'exactitude de ses renseignements, l'enquête officielle présentât l'avantage d'une parfaite unité.

Malheureusement préoccupée avant tout de donner à l'œuvre entreprise la souplesse qui faisait tant défaut aux statistiques précédentes, l'administration centrale du ministère de l'Agriculture ne comprit pas le rôle qui, au point de vue très spécial que nous venons d'indiquer, lui incombait.

Le signe le plus visible de l'état d'esprit des auteurs de l'enquête soucieux avant tout de montrer la complexité du

problème posé et perdant de vue les moyens de le résoudre, n'est autre qu'un défaut absolu de méthode dans la disposition même et dans l'utilisation des renseignements qu'ils avaient recueillis.

Les réponses des correspondants une fois rassemblées, il est bien évident que l'on devait, au ministère, s'efforcer de dégager de leur masse confuse quelques idées d'ensemble, quelques conclusions générales concernant la situation de la petite propriété rurale en France. Pour pouvoir obtenir ces résultats du plus haut intérêt, tout un travail préparatoire s'imposait.

On devait tout d'abord grouper en régions distinctes les départements présentant au point de vue de leur situation géographique, de la nature des cultures, du relief du sol, du climat, du degré de fertilité, etc., etc., des caractères analogues, et faire une description rapide de ces régions (1).

On devait ensuite envisager séparément, après avoir indiqué les rapports de causalité qui peuvent exister entr'elles, les questions principales à traiter (mouvement de la propriété ; — situation du petit propriétaire ; — contenance moyenne des petites propriétés ; — comparaison entre la grande et la petite culture, etc.), et faire de leur étude, con-

(1) Certains départements, tels que l'Yonne ou le Tarn-et-Garonne, chevauchant sur deux régions agricoles très différentes, le groupement des départements en régions agricoles ne pourrait, par la force même des choses, donner pleine satisfaction. Il contribuerait cependant à mettre de la clarté dans l'exposé des résultats d'une enquête telle que celle de 1908.

cernant la France entière, autant de sections ou de chapitres distincts.

Enfin, il eût été très utile de dresser des graphiques, des tableaux synoptiques détaillés, et surtout des cartes de France (1), permettant de connaître facilement le nombre et la situation des départements où se produit telle tendance ou tel phénomène que l'on étudie.

Or, non seulement dans l'enquête de 1908, les conclusions générales sont inexistantes, mais on n'y trouve à peu près nulle trace du travail de dépouillement et de classement

(1) Lors de sa récente enquête le Musée social a eu l'initiative heureuse de faire procéder à l'élaboration de trois cartes de France grâce auxquelles on peut voir rapidement quelles ont été, durant ces dernières années, l'évolution du nombre des petits propriétaires, les tendances de la valeur vénale de la terre et les progrès de la dépopulation des campagnes. L'auteur de ces cartes, préoccupé évidemment de rien faire pour dissimuler la complexité des problèmes posés, a désigné chacune des réponses adressées au Musée social par un trait spécial dont la couleur varie suivant la tendance signalée. Ce mode d'inscription est, à notre avis, défectueux. Ces grandes cartes, où plusieurs centaines de traits rouges, verts ou jaunes s'enchevêtrent en formant une foule de contrastes criards, offrent un aspect chaotique. Les traits eussent été remplacés avantageusement par une teinte unie couvrant les fractions de territoire envisagées ; au besoin, on aurait laissé en blanc ou marqué d'une teinte spéciale les endroits au sujet desquels les réponses reçues varient énormément. D'ailleurs, de notables différences existant entre les réponses au point de vue, soit de leur valeur, soit de leur portée, l'impression de trouble intense que laissent ces grandes cartes eût été certainement atténuée, si l'on avait renoncé à marquer les réponses manifestement insuffisantes, celles notamment qui, en ce qui concerne l'évolution du nombre des petits propriétaires, ne fournissent pas une définition assez nette de ce qu'on a voulu entendre par petite propriété.

préalable qui en eût constitué la préparation indispensable. Les graphiques sont incomplets, les cartes fragmentées, les tableaux synoptiques rares et succincts. Bien plus, après qu'ils eurent classé les départements non par régions, comme le voulait la logique, mais par lettre alphabétique, les rédacteurs de l'enquête réunirent, concernant un département donné, les réponses à des questions aussi diverses que la valeur vénale du sol, le morcellement, l'outillage agricole, le faire-valoir indirect, etc., etc., et cet ensemble disparate constitua, autant de fois qu'il y a de départements en France, une division spéciale de l'ouvrage !

La façon défectueuse dont sont présentés les résultats de l'enquête, leur lecture ingrate et fastidieuse sont la cause déterminante du peu de faveur qu'ont obtenue ces documents auprès du grand public. L'inconvénient serait pourtant fort minime s'il était possible de procéder à leur dépouillement d'une façon consciencieuse et méthodique.

Malheureusement, ce travail présente lui-même des difficultés extrêmes, les renseignements, contenus dans les monographies, n'étant pas sûrement comparables entr'eux.

D'une part, on peut facilement relever des contradictions entre les monographies relativement à la définition même de la petite propriété.

D'autre part, il existe, entre les monographies, de notables variations au point de vue, soit de la nature, soit de la valeur des renseignements fournis.

Insistons sur ces deux griefs.

§ I. — *Contradictions existant entre les monographies relativement à la définition même que l'on doit donner de la petite propriété.*

Le résultat le plus fâcheux d'une direction défectueuse fut, en dehors de différences notables entre les monographies au point de vue, soit de la nature, soit de la valeur des renseignements qu'elles fournissent, l'existence des contradictions qu'il est possible de relever entr'elles concernant la définition de ce qu'on doit entendre par petite propriété.

Avant d'examiner les errements commis à ce sujet, il nous paraît nécessaire de fournir quelques éclaircissements sur ce difficile problème consistant à faire choix d'un type caractérisé de petite propriété et à en donner une définition précise.

Remarquons d'abord, et nous ne saurions trop insister sur ce point essentiel, qu'un pareil problème ne saurait être confondu avec celui qui a trait à l'évaluation, en hectares, de l'étendue de terres qui, dans une région donnée, doit être en rapport avec l'importance d'une petite propriété ; il s'agit ici de déterminer quelle doit être cette importance elle-même, de fixer les caractères originaux que doit avoir, dans toutes les régions de la France, la forme de propriété que l'on étudie.

La question est délicate, ainsi que va le montrer une énumération rapide des différents sens dans lesquels peuvent s'entendre ces mots de « petite propriété rurale ».

Entendus dans leur sens le plus large, ces mots pourraient s'appliquer à toute propriété dont l'étendue serait supérieure à quelques ares (1) et qui, d'autre part, ne présenterait pas un caractère capitaliste, dont l'importance en d'autres termes ne serait pas suffisante pour nécessiter, en dehors de celui qui l'exploite et de sa famille l'emploi, permanent d'une main-d'œuvre salariée.

Il est bien évident que cette première façon de définir la petite propriété serait fort critiquable ; le qualificatif de petit propriétaire s'appliquerait dans ce cas à des personnes différant sensiblement entr'elles, quant à la situation matérielle, à la mentalité et au genre de vie.

Une première distinction doit être faite entre les propriétaires qui n'exploitent pas eux-mêmes et ceux qui font valoir directement. La différence entre ces deux formes de propriété est bien visible : une petite propriété exploitée par fermage ne fait pas vivre son propriétaire ; les conditions d'existence et la mentalité de celui-ci, qui est souvent un petit rentier ou un petit fonctionnaire, seront tout autres que celles du propriétaire qui cultive lui-même. (2)

(1) Il est en effet à peu près communément admis que le qualificatif de « jardin ouvrier » convient mieux que celui de petite propriété, aux petites parcelles d'une dizaine d'ares.

(2) Les petits propriétaires de cette catégorie sont parfois aussi fermiers ou métayers.

Les petits propriétaires non exploitants étant ainsi classés à part, il conviendrait de distinguer deux autres types de propriétaires : 1^o ceux qui possèdent une étendue suffisante pour leur permettre de vivre indépendants ; 2^o ceux que la modicité de leur revenu oblige soit à travailler pour autrui en qualité de journaliers, de fermiers ou de métayers, soit à exercer une autre profession.

Les propriétés de la première catégorie offrent des caractères identiques à ceux de la petite propriété paysanne, ainsi définie par M. Souchon : « Une propriété moyenne dont la récolte doit être assez abondante pour nourrir le maître et sa famille, à la double condition que cette famille ne soit pas excessivement nombreuse et que tous ses membres consacrent leur activité aux soins de l'exploitation (1). »

En d'autres termes, indépendamment du faire-valoir direct, les caractères distinctifs de la petite propriété paysanne sont les suivants : 1^o la possibilité pour le propriétaire de tirer de sa terre, soit directement, soit par voie d'échange, tout ce qui est nécessaire à sa subsistance et à celle des membres de sa famille (c'est la limite inférieure) ; 2^o l'absence complète d'une main-d'œuvre salariée, le propriétaire et sa famille suffisant à l'exploitation (c'est la limite supérieure).

Quant aux propriétés de la seconde catégorie, leur caractéristique est d'être d'une importance si médiocre qu'elles ne sauraient dispenser ceux qui les possèdent d'aller tra-

(1) Souchon, *La propriété paysanne*, p. 10. Paris, Larose, 1899.

vailler à la journée d'une façon permanente ou encore d'exercer une profession qui emploie la plus grande partie de leur temps.

Les deux types de propriétés que nous venons de définir présentent, on le voit, des caractères nettement déterminés et facilement observables. Il semblerait que toutes les difficultés du problème soient aplanies.

Cependant, le monde rural est si complexe que certaines précisions s'imposent encore, que certains points obscurs restent encore à élucider.

On est tout d'abord obligé de remarquer que le fait d'aller à la journée, de même que l'emploi d'une main-d'œuvre salariée, peuvent dépendre de circonstances absolument indépendantes de la valeur même de la petite propriété. De lourdes charges, une récolte désastreuse, une demande intense de main-d'œuvre, tous ces faits peuvent amener à travailler pour autrui un propriétaire qui agirait différemment en d'autres occasions. De même, l'existence de nombreux enfants adultes, ou plus simplement une extrême pénurie de main-d'œuvre, poussent assez souvent le possesseur d'une ferme assez importante à se passer de domestiques.

Doit-on dans ces conditions regarder les deux caractéristiques de la propriété paysanne indiquées ci-dessus comme deux critères, auxquels on doit s'attacher d'une manière absolument stricte ? Une pareille interprétation témoignerait d'une grande méconnaissance de la diversité des faits et exposerait à de fâcheux mécomptes. On serait amené, par

exemple, à classer dans la catégorie des propriétaires moyens le cultivateur qui, ayant de nombreux enfants trop jeunes encore pour l'aider, est obligé, au prix des plus grands sacrifices, à employer un domestique à l'année, et au contraire à faire entrer dans la catégorie des petits propriétaires le paysan aisé auquel le secours d'enfants adultes évite l'entretien coûteux d'une main-d'œuvre étrangère.

Le seul parti auquel on doive se rallier est donc, en ces matières, de s'abstenir de dogmatisme, de comprendre dans la catégorie des petites propriétés non seulement celles dont les propriétaires ne vont pas effectivement à la journée, n'emploient pas, en fait, de main-d'œuvre salariée, mais encore celles dont la valeur et l'étendue sont telles qu'elles pourraient, dans des circonstances normales, réunir ces deux conditions.

La seconde difficulté à laquelle on se heurte est due à ce que l'on est forcé de faire cas de situations intermédiaires existant entre les types de propriétés nettement caractérisés.

D'une part, entre les propriétaires paysans, qui n'ont *jamais* recours à la main-d'œuvre salariée et les moyens propriétaires qui l'emploient en *permanence*, il y a tous les cultivateurs qui, suffisant avec leur famille à la culture de leur bien pendant la plus grande partie de l'année, se font aider, à certaines époques de l'année seulement (moisson, fauchaison, vendanges, etc.), par des journaliers auxquels ils fournissent salaire et nourriture (1).

(1) Il est d'ailleurs très rare qu'un propriétaire et sa famille suf-

D'autre part, entre la catégorie des propriétaires paysans qui ne vont *jamais* à la journée, et celle des propriétaires qui font du louage de service un métier *habituel*, se trouve tout le groupe des cultivateurs qui vont travailler chez autrui d'une façon discontinue, soit à certaines périodes de l'année (fauchaison), soit à intervalles réguliers, deux ou trois jours par semaine, par exemple. Il serait fâcheux que, dans un but de simplification, on ne tint pas compte de ce groupe, car il est fort important et son existence est signalée en maints endroits dans l'enquête de 1908, comme dans celle du Musée social.

C'est ainsi que dans la monographie de la Savoie, il est spécifié que, « par suite de l'absence totale d'ouvriers agricoles proprement dits, le petit propriétaire fait *accidentellement* des journées chez autrui. Mais, ajoute le correspondant, on ne peut classer ce petit propriétaire comme étant *normalement* un petit propriétaire journalier. Il ne loue ses services que par exception, d'une façon passagère (1) ».

fise à cultiver un bien de si faible étendue qu'il soit, sans avoir recours, à certaines époques de l'année, à une main-d'œuvre étrangère. L'usage du « souhitage » est signalé dans l'enquête de 1908, aussi bien dans le département du Lot que dans celui du Finistère. Dans les nombreux pays, ceux de l'Ouest notamment, où le battage des grains se fait à l'aide de machines louées par la presque totalité des propriétaires à des entrepreneurs, ces machines nécessitant l'emploi d'une main-d'œuvre considérable, les cultivateurs s'aident mutuellement, les voisins se réunissent chez le propriétaire où est installée la batteuse ; et la plus humble ferme, où une trentaine de travailleurs s'emploient ainsi aux travaux les plus spécialisés, ressemble, ce jour-là tout au moins, à une véritable usine.

(1) Enquête de 1908, p. 220.

La monographie de l'Aude nous fournit également des indications intéressantes concernant les petits vignerons propriétaires-journaliers. « La situation des petits vignerons propriétaires-journaliers est, on l'a vu, très spéciale. Ces paysans, qui sont ouvriers à certaines heures, jouissent de quelque aisance et de beaucoup d'indépendance. Très attachés à leur sol, amoureux de leurs vignes, *auxquelles ils ne ménagent ni leur temps, ni leur peine*, ils constituent dans le département l'assise la plus solide de la démocratie rurale. Ils souffrent beaucoup depuis cinq ans, et la dette hypothécaire les écrase ; mais si la crise cesse, si le prix des vins redevient normal, on les verra bientôt secouer leur misère actuelle et parer aux conséquences des nombreuses expropriations qu'a causées la crise actuelle (1). »

On peut lire enfin dans la monographie de la Haute-Garonne *qu'il faut se garder d'exagérer le nombre des journaliers propriétaires en comptant tous ceux qui font volontiers quelques journées agricoles pour les voisins, ou, dans la montagne, ceux qui font par exemple, le foin pour le regain* (2).

L'existence de petits propriétaires allant parfois à la journée et formant une catégorie spéciale est constatée dans bien d'autres départements tels que la Charente-Inférieure, le Tarn, l'Ain, les Basses-Pyrénées, la Lozère, et dans presque toutes les régions pauvres ou montagneuses. On trouve également dans plusieurs réponses envoyées par les correspondants du

(1) Enquête de 1903, p. 37.

(2) Enquête de 1908, p. 92.

Musée social lors de sa récente enquête, notamment dans celle de M. de Robier que nous avons d'ailleurs transcrite (1) en un autre passage de cette étude, des indications analogues aux précédentes.

Il convient enfin de mentionner une autre catégorie de personnes qui s'intercalent entre les propriétaires paysans et les propriétaires obligés d'exercer une profession qui occupe la plus grande partie de leur temps (maquignons de la Mayenne, bûcherons de la Haute-Marne et des Ardennes, ouvriers d'usines des régions des Vosges et de la Meurthe-et-Moselle, maçons, charpentiers, tuiliers de la Bresse, etc.).

Ces propriétaires sont ceux qui ne s'emploient qu'à leurs moments perdus à l'exercice d'une petite industrie rurale, pour lesquels les revenus qu'ils en tirent constituent un simple appoint et non le principal de leurs ressources. Ce sont les *vanniers*, *chaisiers*, *cardeurs*, *brossiers*, *bonnetiers*, etc., que les correspondants du Musée social signalent en maints endroits, notamment aux environs de Lunéville où la vannerie fournit seulement du travail aux petits propriétaires de février à juin.

L'existence et l'importance de tous ces groupes intermédiaires étant ainsi indiscutable, quelles devront être les caractéristiques de la petite propriété rurale proprement dite ?

On peut envisager la petite propriété en se plaçant à deux points de vue : 1° à un point de vue étroit ; 2° à un point de vue large et compréhensif.

(1) V. Première partie, § 2, p. 27.

Si l'on se place à un point de vue étroit, les mots de « petite propriété rurale » ne devraient s'appliquer qu'aux propriétés suffisantes pour dispenser *en toute* occasion le propriétaire d'aller à la journée et, de plus, d'étendue et d'importance assez faible pour ne jamais nécessiter, à quelque époque de l'année que ce soit, l'emploi d'une main-d'œuvre salariée. Dans ce cas, les propriétaires qui n'iraient à la journée que d'une façon passagère, ceux qui exerceraient une petite industrie d'appoint, ou bien seraient classés à part, ou bien se joindraient, les premiers aux propriétaires-journaliers proprement dits, les seconds aux propriétaires exerçant une profession qui les emploie la plus grande partie de leur temps. Si l'on se place à un point de vue plus compréhensif, seront compris dans la catégorie des petits propriétaires proprement dits : 1° les propriétaires paysans ; 2° les propriétaires obligés, soit à travailler pour autrui temporairement (3 jours par semaine au plus pour préciser les choses), soit à exercer un petit métier d'appoint (vannerie, passementerie, broserie, etc.), à condition, bien entendu, que ces propriétaires exploitent directement leur bien ; 3° les propriétaires qui, faisant valoir eux-mêmes, n'ont recours à la main-d'œuvre salariée qu'accidentellement et seulement aux époques de l'année où le travail est surchargé (vendanges, fauchaison, etc., etc.).

C'est à cette dernière définition large et compréhensive de la petite propriété que l'on devrait, à notre avis, s'arrêter. Les caractéristiques de la petite propriété rurale proprement dite seraient donc, indépendamment du faire-valoir di-

rect : 1° d'être d'une importance suffisante pour ne pas obliger son propriétaire soit à *conserver plus de journées à autrui qu'au bien qu'il exploite lui-même*, soit à exercer une autre profession qui occupe *la plus grande partie de son temps* ; — 2° de n'être point d'une importance telle qu'elle nécessite un emploi *continu et permanent* de la main-d'œuvre salariée.

On peut fournir à l'appui de cette opinion l'argumentation suivante :

D'abord rien n'empêche, après que l'on a fait connaître l'importance et les tendances de la petite propriété rurale ainsi définie, d'ajouter à ces indications générales des renseignements complémentaires donnant les rapports proportionnels des diverses catégories comprises dans la masse totale des petits propriétaires (1) ?

En second lieu, le classement des groupes intermédiaires (propriétaires allant à la journée accidentellement, propriétaires exerçant un métier d'appoint, propriétaires n'ayant recours à des salariés que pendant certaines périodes de l'année) dans des catégories spéciales devant être rejeté comme propre à créer des complications extrêmes, toute la difficulté consiste dès lors à faire un choix entre ces deux partis : ou bien réunir ces groupes intermédiaires à celui des propriétaires paysans ; ou bien les faire entrer, soit dans la catégorie des journaliers-propriétaires, soit dans la catégorie des moyens propriétaires. Or, en adoptant cette dernière méthode, en entendant ainsi les mots de petite

(1) V. pages précédentes.

propriété rurale dans leur sens le plus strict, on s'éloignerait de ce principe en vertu duquel il importe moins, dans une classification des propriétés, de rassembler dans une même catégorie des situations absolument identiques, que d'établir des séparations nettes entre les diverses formes de propriétés.

La situation du petit propriétaire occupant ses loisirs soit à aller faire de temps à autre des journées chez autrui, soit à d'autres besognes telle que la vannerie, ou la broserie, etc., qui sont pour lui d'un accès facile, n'absorbent qu'une faible partie de son activité et lui procurent un appoint utile et non un revenu indispensable, cette situation, disons-nous, n'est-elle pas à peu près semblable à celle du propriétaire absolument indépendant ? serait-il d'ailleurs facile à l'observateur de l'en distinguer ? Par contre, n'est-ce point le louage habituel et continu de ses bras à autrui, en qualité de journalier, l'exercice permanent d'une autre profession, celle de bûcheron, forgeron, ouvrier d'usine, par exemple, qui constitue l'indice d'une situation vraiment inférieure ?

Peut-on assimiler, d'autre part, aux moyens propriétaires les misérables cultivateurs qui sont réduits, durant des périodes de 15 à 20 jours, à avoir recours à un ou deux domestiques parce qu'ils n'ont pas de faucheuses ou de moissonneuses ? N'est-ce point, au contraire, lorsque l'emploi d'une main-d'œuvre étrangère est permanent, que l'exploitation commence à prendre un caractère capitaliste ?

Les traits distinctifs de la petite propriété rurale propre-

ment dite que nous venons de définir n'empêchent pas d'ailleurs cette forme de propriété de faire bloc à certains points de vue avec les catégories de propriétés (très petites et moyennes) qui, dans le classement général, la précèdent et la suivent immédiatement. Cette dernière remarque, qui clôt nos observations, a son importance.

Sans doute l'impossibilité absolue de vivre sans louer ses bras à autrui, la dépendance véritable qui en résulte, place le propriétaire journalier dans un état de grande infériorité, si l'on compare sa situation à celle du petit propriétaire proprement dit. L'agriculture offrant par sa nature même un travail intermittent, c'est la petite propriété qui seule assure la sécurité complète, évite le chômage forcé et le souci du lendemain. Aussi ne devra-t-on point s'étonner, si l'on a à constater, en regard d'un état florissant de la petite propriété rurale, une décadence très accusée de la très petite.

Cependant, il n'en faut pas moins se garder de professer un mépris excessif à l'égard de cette dernière forme de propriété que les socialistes désignent sous le nom de « propriété mendiante ».

Si certains caractères bien distinctifs ne permettent pas d'assimiler le petit propriétaire proprement dit, au journalier-propriétaire, le fossé n'est pas moins profond entre ce dernier et le prolétaire véritable, celui qui ne possède *rien*. La possession d'une terre, en effet, de si faible étendue soit-elle, modifie considérablement l'état du cultivateur au point de vue matériel et surtout au point de vue moral. Elle rattache le paysan à la terre, elle fait naître en lui le désir d'augmen-

ter son domaine, elle contribue sinon à annihiler, du moins à amoindrir ce sentiment justifié de révolte et de haine à l'égard des classes possédantes qui caractérise la « mentalité prolétarienne ».

Le trait distinctif qui sépare le petit propriétaire proprement dit du moyen propriétaire, réside dans l'emploi permanent par ce dernier d'une main-d'œuvre salariée.

Toutefois, à côté de cette différence, il importe de ne point dissimuler tous les caractères qui sont communs à ces deux formes de propriétés. Ainsi que le disait en excellents termes M. Ruau dans son discours prononcé au Musée social le 14 mars 1909 (1), « ce serait commettre une grande erreur que d'opposer la petite propriété rurale à la propriété moyenne. Le moyen propriétaire, le plus souvent comme le petit, exploite directement son domaine. Très fréquemment, il ne présente aucune affinité avec le grand propriétaire : il est sorti des rangs des petits pour devenir moyen propriétaire, mais il ne songe point à passer dans la catégorie des grands terriens. Sa cause est presque toujours celle des humbles ; dans le monde rural il fait bloc avec les petits, il se confond avec eux, sur le terrain économique et social, par une communauté d'intérêt et de tendances ».

En un mot, et par là s'augmente encore la complexité du problème, les divers groupes de propriétés dont nous venons de faire la description rapide, paraissent unis ou distincts suivant les points de vue auxquels on les envisage.

(1) *Journal officiel* du 16 mars 1909, p. 2715.

C'est ainsi que mis en présence du prolétariat agricole d'une part, et des grands propriétaires fonciers de l'autre, les trois catégories suivantes : très petits propriétaires, petits propriétaires proprement dits, propriétaires moyens, peuvent, à certains égards, former bloc. Aussi l'étude de la situation de la petite propriété rurale proprement dite devrait-elle être complétée par l'étude de la situation des deux autres catégories précitées dans un examen quelque peu approfondi de la question agraire.

Après la digression, malheureusement trop rapide, que nous venons de faire au sujet d'une question fondamentale, revenons à notre examen de l'enquête de 1908.

Ce n'est pas une définition défectueuse de ce que doit être la petite propriété rurale qui fera l'objet de nos critiques concernant le document officiel ; c'est, chose beaucoup plus grave, l'absence complète des précisions qui devaient être, apportées dans la préface à ces mots de « petite propriété » et l'impossibilité où l'on se trouve de connaître le sentiment des personnes chargées de la direction de l'enquête sur une question si importante.

Ces personnes semblent avoir perdu de vue une distinction capitale : celle que l'on doit établir entre le fait d'évaluer en hectares l'étendue de terres qui, dans une région donnée, doit être en rapport avec l'importance d'une petite propriété, et le fait de déterminer quelle doit être cette importance elle-même, de fixer les caractères originaux que doit

présenter, quels que soient les pays où on l'envisage, toute petite propriété rurale.

Le soin d'évaluer en hectares l'étendue de terre qui, dans une région déterminée, est en rapport avec l'importance d'une petite propriété devait incomber aux correspondants du ministère fixés dans cette région; ceux-ci étaient en effet beaucoup mieux en état que toute autre personne, de procéder à une estimation dans laquelle divers éléments tels que la valeur vénale de la terre, sa fertilité, l'étendue des débouchés, etc., etc., doivent entrer en ligne de compte. Ce fut un des mérites des auteurs de l'enquête de l'avoir compris et de n'être pas retombés dans les erreurs commises à ce sujet lors des statistiques précédentes.

Par contre, on comprendra facilement que sous peine d'affaiblir et même de rendre illusoire la portée généralisatrice de l'enquête, les personnes qui prirent à charge sa direction devaient, avant de faire procéder à toute recherche, avoir eux-mêmes une idée précise des caractères et de l'importance que doit avoir, quel que soit le lieu où on l'envisage, la petite propriété, et envoyer à tous les correspondants une description bien claire du type qu'ils devaient étudier.

On ne comprit pas, au ministère, la nécessité de cette mesure. Ce furent les correspondants qui durent à la fois évaluer la contenance des petites propriétés et apprécier selon leurs opinions et leur manière de voir quelles devaient être les caractéristiques de la propriété sur la situation de laquelle devait porter leur examen.

Dans ces conditions, toutes les définitions de la petite propriété contenues dans les différents documents adressés au ministère ne devaient pas, cela était fatal, concorder entre elles.

Dans quelques monographies, il est établi une distinction très nette entre les propriétaires indépendants et ceux qui travaillent pour autrui : la situation de chacun de ces deux groupes de personnes y fait l'objet d'une étude spéciale.

« Les petits propriétaires qui possèdent au minimum 4 ou 5 hectares, peut-on lire dans la monographie du Pas-de-Calais, et sur lesquels toutes les appréciations précédentes ont été établies, ne doivent pas être confondus avec les ouvriers agricoles qui cultivent de 50 ares à 1 hectare (1). »

La séparation est encore plus nettement indiquée dans la monographie du département de la Haute-Garonne, dont nous extrayons le passage suivant :

« La proportion des petits propriétaires, fermiers ou colons qui sont en même temps ouvriers agricoles est, très importante dans la Haute-Garonne. Il ne faut pas l'exagérer en comptant tous ceux qui font, par exemple, le foin pour le regain, mais même en ne s'en tenant qu'à ceux qui consacrent plus de journées à autrui qu'au bien qu'ils exploitent eux-mêmes, on obtient un chiffre assez élevé. A vrai dire, l'ouvrier agricole proprement dit, le journalier qui ne possède rien a disparu ou bien est tout près d'avoir disparu. *Il faut donc avoir bien soin de distinguer dans la Haute-*

(1) Enquête de 1908, p. 186.

Garonne, la petite propriété rurale entendue au vrai sens du mot, au sens large, économique et social, et la petite propriété morcelée qui ne fait pas vivre ceux qui la possèdent et qui l'exploitent, puisqu'ils sont obligés pour gagner leur pain, après avoir travaillé chez eux, de louer leurs services à autrui. On peut évaluer aux six-dixièmes de la superficie qui échappe à la grande et à la moyenne propriété l'étendue occupée par cette très petite propriété, cette propriété poussière (1). »

Malheureusement, bien rares sont les monographies dans lesquelles on trouve, comme dans celles du Pas-de-Calais et de la Haute-Garonne, une définition exacte et précise des différents types de propriétés. La plupart du temps les indications sont vagues et insuffisantes. En ce qui concerne l'évolution de la petite propriété, la plupart des correspondants n'ont pas distingué les véritables petits propriétaires des très petits. Certains se sont seulement contentés, à la fin de leur réponse, d'ajouter une mention spéciale pour les propriétaires-journaliers et de donner leur proportion par rapport au nombre global des petits propriétaires dont ils venaient d'étudier l'évolution.

Il existe d'ailleurs un moyen bien facile de s'assurer que les correspondants ne se sont pas tous fait, cela était inévitable, une idée absolument identique des caractères particuliers à la petite propriété ; ce moyen, indiqué par M. Augé-Laribé dans son étude sur l'enquête de 1908, publiée dans la

(1) Enquête de 1908, p. 92.

Revue d'Economie politique de janvier 1910, consiste à multiplier le nombre d'hectares que plusieurs monographies indiquent comme exprimant l'étendue moyenne des petites propriétés par la valeur vénale de l'hectare de terre estimée dans ces mêmes monographies. On peut se rendre compte que les produits obtenus ne concordent pas, que la valeur de la petite propriété est, suivant les cas, tantôt plus faible, tantôt plus élevée qu'une somme de 20 000 francs, par exemple, qui exprimerait la valeur moyenne d'une petite propriété. On arrive ainsi à conclure qu'en général, les correspondants, se basant en partie dans leurs évaluations sur l'importance de chacune des trois catégories de propriétés dans leur région, ont élevé plus qu'ils n'auraient dû la limite supérieure de la petite propriété et la limite inférieure de la grande dans les régions de grande propriété et de grande culture, et ont au contraire abaissé d'une façon excessive ces deux limites dans les pays de petite propriété (1).

(1) A ce point de vue très spécial de la méthode à employer pour classer les propriétés, l'enquête du Musée social donne prise aux mêmes critiques que celles que nous venons de formuler concernant l'enquête officielle de 1908. Le questionnaire adressé aux correspondants ne contenant en effet aucune indication sur les caractères originaux que doit présenter, dans les différentes régions de la France, toute petite propriété, les correspondants durent eux-mêmes, avant de procéder à l'évaluation de l'étendue moyenne des petites propriétés, faire des descriptions de la petite propriété type. Ces descriptions, cela était, inévitable, se contredisent souvent. Certains correspondants rangent dans la catégorie des petits propriétaires proprement dits les propriétaires exploitant eux-mêmes, comme ceux qui font valoir indirectement, les propriétaires indépendants, comme ceux qui sont obligés de louer leurs services à

§ II. — *Variations existant entre les monographies au point de vue soit de la nature, soit de la valeur des renseignements fournis.*

Pour qu'il fût possible de synthétiser les résultats obtenus, l'administration centrale devait non seulement définir clairement l'objet des recherches, établir une distinction nette entre les différents sens dans lesquels peuvent s'entendre ces

autrui; d'autres étudient à part chaque catégorie, d'autres ne s'occupent que de la très petite propriété, etc... Un des correspondants du département du Cher entend, par exemple, par petite propriété « les exploitations qui ont au plus 10 hectares et qu'une famille de propriétaires ou de *fermiers* peut cultiver sans le secours de la main-d'œuvre salariée ». Un des correspondants du Jura entend par petite propriété dans la région vignoble « la quantité de vignes qu'une famille moyenne peut cultiver avec ses propres moyens, c'est-à-dire 1 hectare à 2 hectares ». Pour un des correspondants de Vaucluse, la petite propriété est, au contraire, « la toute petite propriété, la parcelle de terre ».

Mais ce qui est surtout regrettable, c'est que les correspondants n'étant guidés en rien, négligèrent souvent de donner une définition précise de ce qu'ils entendaient par petite propriété; sans parler de ceux d'entr'eux, assez rares d'ailleurs, qui ne répondirent pas à la question posée, beaucoup crurent qu'ils pouvaient se contenter d'indiquer le nombre d'hectares que devait, à leur avis, contenir, en moyenne, une petite propriété, ce qui, évidemment, était insuffisant.

On doit donc se réjouir, en définitive, de ce qu'un certain nombre de correspondants assumèrent une tâche qui ne devait pas leur incomber en se préoccupant eux-mêmes de donner une définition de la petite propriété.

mots de « petite propriété rurale », mais encore élaborer, tout en évitant de s'égarer dans le dogmatisme et l'arbitraire, un questionnaire suffisamment détaillé et explicite.

Or, lorsqu'on examine le document officiel, tout porte à croire que les indications les plus utiles firent défaut aux personnes chargées de fournir les renseignements.

Il existe, en effet, de notables variations entre les monographies au point de vue soit de la nature, soit de la valeur des renseignements fournis. Tandis que certaines monographies telles que celles de la Haute-Garonne ou l'Aisne, contiennent quatre pages de texte, d'autres, telles que celles du Gers ou de la Nièvre, n'en occupent qu'une et demie à peine. Des questions telles que l'accession à la propriété des journaliers, fermiers ou métayers, sont passablement traitées dans certaines monographies et ne sont seulement pas mentionnées dans d'autres. Il ne pouvait en être autrement. Laissés beaucoup trop libres, les correspondants devaient être fatalement amenés, à raison soit de leurs aptitudes spéciales, soit de leur situation, soit de leurs opinions personnelles, à ne voir qu'un des aspects des problèmes posés et à laisser les autres dans l'ombre.

Un second résultat fut, surtout en ce qui concerne les questions complexes touchant à la situation du propriétaire, un manque de méthode évident quant à la classification et à la rédaction des renseignements. Dans toutes les monographies, à l'exception de celle du Gard, de la Seine-Inférieure et de l'Yonne, les renseignements ne sont pas même groupés en paragraphes distincts. Dans la monographie de l'Allier, par

exemple, on fait suivre, sans même aller à la ligne, les indications portant sur la grande et la petite culture d'indications touchant aux rapports entre les fermiers généraux et les métayers. Dans la monographie du département de la Seine-et-Marne et dans bien d'autres on ne trouve des renseignements sur la tendance du propriétaire à aller à la journée ou à émigrer qu'à la fin de la monographie, après que l'on a lu les développements touchant au faire-valoir indirect et à la comparaison entre la grande et la petite culture. Les questions n'étant ainsi pas toutes posées et n'étant pas énumérées suivant un plan logique, et, d'autre part, l'importance des renseignements variant suivant les monographies, on ne sait dans bien des cas si l'absence d'indications concernant un fait spécial, tel que les achats de terre par les petits propriétaires, est due à ce que le fait n'existe pas dans le département ou simplement à ce que les correspondants ont omis de s'en occuper.

Quelle sorte d'indications eût-il fallu envoyer aux correspondants pour que fussent évités ces résultats désastreux, voilà ce qu'il nous a paru intéressant d'étudier, car nous pouvions ainsi aboutir à une position plus nette des différents problèmes, trouver une méthode de recherches propre à faciliter leur solution.

Les caractères particuliers à la petite propriété proprement dite ayant été nettement établis (1), on devait, d'abord,

(1) Rappelons que les caractéristiques de la petite propriété proprement dite sont :

pour définir d'une façon complète l'objet même des recherches, apporter, dans le questionnaire, des précisions indispensables au terme de « situation » de la petite propriété. On peut faire, en effet, de ce mot de « situation », des acceptions diverses. Ce mot peut tout d'abord signifier l'importance actuelle de la petite propriété, la place qu'elle occupe par comparaison avec la moyenne et la grande. Ce mot de « situation » peut, en second lieu, signifier non pas l'importance mais la tendance actuelle de la petite propriété soit vers l'accroissement, soit vers la décadence. Enfin, par situation de la petite propriété, on peut entendre spécialement la situation du petit propriétaire, qui pourra être elle-même envisagée à des points de vue bien différents (vie matérielle, dette hypothécaire, attachement à la terre, etc.), mais dont le plus habituel sera celui des possibilités actuelles pour les petits propriétaires de conserver leur propriété.

Il semble que le but essentiel à poursuivre, soit d'étudier la « situation » de la petite propriété entendue dans le sens de *tendance*, d'évolution de la petite propriété rurale envisagée soit dans l'élément nombre, soit dans l'élément contenance totale. Mais nous ne saurions dire par là que l'on pourrait se dispenser, dans une étude approfondie touchant

1° D'être exploitée directement par le propriétaire ;

1° D'être d'une importance suffisante pour ne pas obliger le propriétaire soit à consacrer plus de journées à autrui qu'au bien qu'il exploite lui-même, soit à exercer une autre profession qui occupe la plus grande partie de son temps ;

3° De n'être point d'une importance telle qu'elle nécessite l'emploi continu et permanent de la main-d'œuvre salariée.

à la petite propriété, de fournir réponse aux deux autres questions que nous avons précédemment définies comme il suit : « 1° Quelle est la place occupée par la petite propriété rurale par rapport soit au nombre total des propriétaires, soit à l'étendue totale du territoire cultivé ; — 2° Quelle est la situation du petit propriétaire envisagée principalement au point de vue de ses chances actuelles de conservation de sa petite propriété. Il est évident, en effet, qu'on ne saurait procéder utilement à l'étude du mouvement de la propriété avant d'avoir fourni au préalable quelques indications sur l'état actuel de la répartition du sol, et que, d'autre part, la question des possibilités pour les petits propriétaires de demeurer dans leur état actuel est intimement liée à celle de l'évolution du nombre de ces petits propriétaires.

Dans toute monographie, qu'elle s'applique à une région, à un département ou à un canton, il importe, avant d'aborder l'objet essentiel des recherches, de donner du département ou du canton envisagé une description indispensable pour qu'on puisse connaître exactement le sens et la portée des indications ultérieures. Cette description devrait, en l'espèce, avoir trait aux points suivants :

1° Superficie et situation géographique.

2° Relief du sol.

3° Climat.

4° Nature des terrains.

5° Nature des cultures.

6° Mode de culture (culture intensive ou extensive).

7° Degré de fertilité.

8° Densité de la population.

9° Estimation de la valeur vénale de l'hectare de terre, variation de cette valeur au cours de ces vingt dernières années, ses tendances actuelles envisagées soit en général, soit spécialement en ce qui concerne les petits domaines.

10° Estimation en hectares de l'étendue de ce que l'on doit entendre par petite, moyenne et grande propriété, en tenant compte de la nature diverse des cultures, de la valeur vénale du sol, et en général de tous les éléments naturels économiques et sociaux.

11° Importance actuelle de chacune des trois catégories de propriété, envisagée soit au point de vue du nombre, soit au point de vue de la contenance totale.

Dans une étude qui a pour objet essentiel l'évolution de la petite propriété (nombre et contenance), comparée à celle de la moyenne et de la grande, les développements qui font suite à la description préliminaire de la région envisagée devraient, selon nous, être divisés en deux parties : la première consacrée à l'étude de l'évolution de la petite propriété, la seconde à l'étude des causes directes ou indirectes de cette évolution.

PREMIÈRE PARTIE. — Évolution des trois catégories de propriétés.

Cette première partie devrait comprendre deux divisions :

Dans la première, on étudierait l'évolution de la petite propriété en nombre et en contenance.

Dans la seconde, on comparerait cette évolution à celle de la moyenne et de la grande propriété.

Pour donner une idée exacte de l'évolution de la petite propriété comme d'ailleurs de celle de la moyenne et de la grande, il ne suffirait pas de dire s'il y a eu augmentation, diminution, état stationnaire de la petite propriété ; ces indications étant trop vagues, il faudrait préciser davantage ; dire si l'augmentation est sensible ou légère, et, si c'est possible, donner une proportion, si approximative soit-elle, de cette augmentation ou de cette diminution.

Il conviendrait également d'indiquer si l'évolution de la petite propriété est due ou non à une cause exceptionnelle ou particulière, à une région déterminée, et dans le cas où il y a diminution, si cette diminution provient d'une tendance générale des propriétaires à émigrer ou si l'exode rural s'étend seulement à une partie bien déterminée d'entr'eux.

La seconde division, où l'on étudierait la situation de la petite propriété comparée à celle de la moyenne et de la grande, comprendrait quatre subdivisions.

Dans la première, on se préoccuperait de savoir quelle répercussion ont eu sur la moyenne propriété et sur la grande l'augmentation ou la diminution de la petite (1).

(1) C'est ainsi que dans le cas où la propriété aurait augmenté, on indiquerait si cette augmentation s'est faite aux dépens de la grande propriété, de la moyenne ou de la très petite, et que dans le cas où la petite propriété serait, au contraire, en diminution, on indiquerait quelle autre catégorie a profité de cette diminution.

Dans la seconde, et dans la troisième, on étudierait l'évolution de la moyenne et de la grande propriété au cours de ces vingt dernières années.

Enfin, dans la quatrième, après avoir rappelé brièvement les tendances actuelles de chacune des trois catégories de propriété, on indiquerait si, d'une façon générale, il se dessine un mouvement de concentration ou de déconcentration de la propriété, et quels sont les aspects sous lesquels se présente celle de ces deux formes possibles de son évolution dont on aura constaté l'existence.

DEUXIÈME PARTIE. — Étude des différents facteurs qui influent directement ou indirectement sur l'évolution du nombre des petits propriétaires.

L'étude des différents facteurs qui influent sur l'évolution du nombre des petits propriétaires, présente un intérêt primordial et cela à divers points de vue.

D'abord, en même temps qu'elle peut donner l'explication sur la forme d'évolution du nombre des petits propriétaires qui aura été constatée, elle peut compléter les indications fournies à ce sujet en renseignant sur la durée possible des tendances signalées ; il est évident, en effet, que bien des causes d'anéantissement de la petite propriété (dégoût du paysan pour le métier agricole, difficulté qu'il éprouve à lutter contre la grande exploitation, dette hypothécaire, etc.), ne sont pas immédiatement suivies d'effet, de telle sorte que l'état stationnaire ou même l'accroissement de la petite propriété pourra être absolument factice, le bloc formé par les

petits propriétaire ressemblant à ces constructions lézardées qui paraissent parfaitement stables jusqu'au jour où elles s'écroulent d'une façon aussi brusque qu'inattendue.

En second lieu, cette étude peut renseigner sur l'utilité sociale de la petite propriété, sur la portée que l'on doit attacher à l'existence de telle ou telle de ses tendances. C'est ainsi que l'on saura si l'accroissement en contenance de la petite propriété provient des achats de terre des petits propriétaires ou simplement de la diminution de la natalité, si sa décadence provient de son infériorité au point de vue économique, ce qui confirmerait alors complètement les prédictions marxistes, ou simplement d'un morcellement dû à de nombreux partages successoraux, à une dette hypothécaire causée par une crise temporaire, etc.

Cette étude des différents facteurs qui influent sur l'évolution du nombre des petits propriétaires est infiniment compliquée. Le moyen d'y apporter quelque clarté consiste, à notre avis, de partir du concept précis de son évolution, et, en suivant l'entraînement des rapports successifs de causalité, de remonter des causes immédiates aux causes lointaines.

C'est ainsi qu'on serait tout d'abord amené à fournir quelques indications préliminaires concernant les causes *immédiates* de l'évolution du nombre des petits propriétaires.

Les principales, qui sont au nombre de six, sont les suivantes.

A. — Causes d'augmentation.

1° Passage des moyens propriétaires dans la catégorie des petits.

2° Elévation des très petits propriétaires et des ouvriers agricoles, fermiers et métayers, au rang de petits propriétaires.

B. — Causes de diminution.

1° Elévation des petits propriétaires au rang des moyens propriétaires ;

2° Abandon par les petits propriétaires de leur titre de propriétaires indépendants.

— L'évolution du nombre des petits propriétaires dépend en outre de deux autres facteurs qui sont l'augmentation et la diminution de la natalité. La diminution de la natalité est, incontestablement, une cause de diminution du nombre des petits propriétaires ; quant à l'augmentation de la natalité, elle peut, dans certains cas, être une augmentation de ce nombre ; mais il arrive aussi parfois que la division exagérée des héritages qu'elle entraîne, loin d'augmenter le nombre des petits propriétaires, la diminue au contraire en faisant passer dans la catégorie inférieure propriétaires-journaliers, les descendants des véritables petits propriétaires.

Deux phénomènes ont, sur l'évolution du nombre des petits propriétaires, une action prépondérante ; ce sont : d'une part, la perte pour les petits propriétaires de leur

qualité de petits propriétaires indépendants, et, d'autre part, l'accession à la petite propriété des très petits propriétaires, ouvriers agricoles, fermiers et métayers.

Il importerait donc de poser les deux questions fondamentales ci-dessous, qui devraient faire chacune l'objet d'une étude spéciale :

1° Quelle est la situation de très petits propriétaires, ouvriers agricoles, fermiers et métayers, *envisagée au point de vue de leurs facilités d'accession à la petite propriété.*

2° Quelle est la situation des petits propriétaires, *envisagée au point de vue de leurs chances de conservation, des avantages inhérents à leur qualité* (de petits propriétaires proprement dits) (v. p. 3, Note 1).

PREMIÈRE SECTION. — Situation des très petits propriétaires, ouvriers agricoles, fermiers et métayers.

La question relative à la situation de ces catégories de cultivateurs qui sont tous dans une situation inférieure à celle du petit propriétaire véritable présente le plus grand intérêt.

1° L'accession à la petite propriété de ces diverses personnes est la principale parmi les causes directes de l'augmentation du nombre des petits propriétaires.

2° Cette même tendance à accéder à la propriété constitue un des indices les plus certains de l'état de prospérité des petits propriétaires.

— Cette section comprendrait trois divisions : la première

relative à la situation des ouvriers agricoles, la seconde à celle des fermiers, la troisième à celle des métayers :

1° *Ouvriers agricoles.* — Après avoir indiqué les tendances générales de la main-d'œuvre agricole, il conviendrait, à notre avis, de faire une distinction fondamentale entre les ouvriers agricoles proprement dits, d'une part, et les journaliers-propriétaires, d'autre part, et à donner une idée aussi précise que possible de l'importance et de l'évolution de cette dernière catégorie. L'augmentation du nombre des propriétaires (1) pourra, la plupart du temps, être considérée comme un indice de la tendance de la main-d'œuvre agricole à accéder à la petite propriété ; toutefois, il faut remarquer que dans certains cas, l'augmentation du nombre de ces journaliers-propriétaires pourra être due, en tout ou en partie, au passage des véritables petits propriétaires dans cette catégorie inférieure et ne saurait ainsi être considérée comme un acheminement des ouvriers agricoles vers la petite propriété. A l'inverse, la diminution du nombre des journaliers-propriétaires pourra provenir non pas de la perte de leur propriété, mais de leur passage dans la catégorie des petits propriétaires proprement dits et devra ainsi être considérée comme une accentuation du mouvement d'accès à la petite propriété. La

(1) Il importe de préciser quel sens nous donnons à la qualification de journalier-propriétaire : les journaliers propriétaires sont ceux qui vont à la journée *d'une façon continue* et qui sont en même temps propriétaires d'une terre de faible étendue, plus vaste cependant que ces parcelles infimes du sol qui peuvent tout au plus constituer un jardin et qui sont possédées par certains ouvriers, els que les bordiers ou métiviers, dans l'Ouest et le Centre.

proportion et l'évolution du nombre des journaliers-propriétaires, l'évolution de ce nombre, et les causes de cette évolution étant ainsi indiquées, il resterait à décrire la situation de chacune des deux catégories ainsi distinguées ; on aurait à indiquer notamment si les ouvriers agricoles proprement dits et les journaliers-propriétaires ont tendance à acheter de la terre ou à émigrer, à donner quelques renseignements sur leur situation matérielle, sur les salaires agricoles, ainsi que sur leur degré d'attachement à la terre.

2° et 3° *Fermiers et métayers*. — Les mêmes indications que celles que nous venons d'indiquer devraient être fournies, concernant la situation des fermiers et des métayers.

DEUXIÈME SECTION. — Situation des petits propriétaires proprement dits.

La première question qui se pose lorsqu'on aborde ce qui devrait former la partie essentielle d'une étude sur la petite propriété rurale est celle de savoir si les petits propriétaires actuels ont ou n'ont pas tendance à perdre leur qualité de petits propriétaires proprement dits (1). Cette déchéance peut se présenter sous différents aspects : elle peut provenir soit simplement du passage des petits propriétaires dans la catégorie immédiatement inférieure (journaliers-propriétaires), ces propriétaires continuant à cultiver leur bien eux-mêmes, soit de la location, soit de la vente des propriétés, location et vente dont les conséquences sociales varié-

(1) V. page 77, note 1.

ront suivant qu'elles seront ou non suivies d'émigration.

I. — Passage des petits propriétaires proprement dits dans la catégorie des journaliers-propriétaires (ces petits propriétaires ne cessant pas pour cela de cultiver leur bien eux-mêmes).

II et III. — Location. — Vente des propriétés.

On devrait indiquer si les petits propriétaires ont tendance soit à louer, soit à vendre leur terre, si la tendance soit à louer soit à vendre ne s'étend qu'à une fraction d'entr'eux, si la location ou la vente est ou non suivie d'émigration, etc.

Ces indications étant données, il conviendrait d'aborder l'objet essentiel de cette partie de l'étude, et de rechercher quelle est la situation des petits propriétaires actuels envisagée au point de vue de leurs chances actuelles de conservation de leur propriété.

La solution de ce problème capital suppose l'analyse préalable de tout un ensemble de faits sociaux, ceux d'où dépendent l'abandon et la conservation des petites propriétés, analyse tellement délicate qu'elle suffirait seule à prouver combien il est difficile, dans le domaine de l'agriculture, de démontrer le jeu des prétendues lois formulées par les théoriciens socialistes.

Procédons à cette analyse, en nous basant sur l'observation des faits.

D'une façon générale, on peut dire que la situation de la petite propriété dépend, avant tout, d'une part de la situation

matérielle des propriétaires, et, d'autre part, de leur attachement à la terre.

Examinons avec soin ces deux facteurs essentiels.

Personne n'ignore l'importance que prennent actuellement dans les campagnes les besoins de bien-être matériel dont l'accroissement constant n'est que le résultat inévitable des progrès de la civilisation. Les constatations que nous transcrivons ci-dessous émanent d'un propriétaire de la région du centre : elles peuvent s'appliquer à la France entière (1).

« Jusque vers la moitié du dernier siècle et plus tard encore, la vie rurale se maintint patriarcale, traditionnelle et primitive. Dans les fermes, les enfants mariés demeuraient avec leurs parents et les maisonnées de vingt personnes et plus étaient fréquentes.

« L'argent étant fort rare, on tâchait de se suffire sans rien acheter. Le vin, la viande, le café étaient inconnus ou presque. La soupe au lard était même réservée pour les jours de fête, les légumes et le laitage formaient la base de la nourriture. On cultivait du chanvre qui servait à faire des draps, des chemises, des nappes, des serviettes, toute la toile nécessaire au ménage ; on filait de la laine pour les chaussures et les vêtements. Une garniture unique d'habits de sortie était utilisée à tour de rôle par des individus de taille équivalente.

« Vie médiocre, sans confort, dure aux faibles et à ceux qui manifestaient des vellétés d'indépendance, mais qui pourtant paraissait naturelle parce qu'on n'en connaissait pas

(1) Revue hebdomadaire du 8 octobre 1910. — *La terre délaissée*, par Camille Guillaumin, p. 214.

d'autres. Personne, en effet, ne franchissait les limites d'un rayon étroit, sauf les rares conscrits amenés pour sept ans et qui demeuraient pendant tout le cours de leur existence des phénomènes.

« La période de prospérité agricole, la circulation plus intense de l'argent firent pénétrer dans la masse un commencement de bien-être, et développèrent le goût du luxe, le besoin de paraître. En même temps la diffusion des moyens de communication, le service militaire élargissaient le cercle de l'individu. L'industrie, offrant de forts salaires, ouvrait des horizons nouveaux. On n'était plus fatalement muré à jamais dans sa profession.

« Du coup se trouva rompue l'unité de sentiment dans les familles rurales. Les vieux se raccrochaient aux coutumes anciennes ; les jeunes, voulant marcher avec leur temps, se montraient audacieux et novateurs, désireux d'initiative personnelle, croyant par leurs propres moyens plus que dans la communauté comprimante parvenir à un bien-être accru ».

Il est donc hors de doute qu'une prospérité matérielle en rapport avec les besoins actuels de bien-être et de luxe est, pour la conservation de la petite propriété, d'une utilité primordiale, et qu'en conséquence, l'effort de l'observateur doit se porter avant toute chose vers l'étude de la situation matérielle du propriétaire.

Mais peut-on aller jusqu'à dire qu'une pareille prospérité matérielle, grâce à laquelle les besoins précités seraient entièrement satisfaits, présente le caractère d'une nécessité absolue ? Quant à cela, nous ne saurions le croire.

La condition du petit propriétaire paysan est, en effet, susceptible de procurer certains plaisirs absolument étrangers au bien-être et au luxe, plaisirs qui peuvent dépendre soit d'un sentiment de sécurité et d'indépendance, soit de la fixation définitive sur le sol natal, soit enfin de l'exercice d'un métier pour lequel certains se sentent une vocation véritable, en un mot de tout un ensemble d'avantages dont les deux caractéristiques sont, d'une part, d'être absolument gratuits et, d'autre part, d'être particuliers à la situation du propriétaire, de constituer, en quelque sorte, l'apanage de la vie rurale.

On conçoit, par conséquent, que ces avantages, s'ils étaient suffisamment appréciés par la classe paysanne, pourraient apporter un contrepois des plus efficaces au malaise causé par une condition de vie médiocre. Sans doute un mode d'existence par trop rudimentaire provoquerait à l'heure actuelle, chez le paysan, une souffrance telle qu'aucune autre satisfaction, si vive soit-elle, fournie en échange, ne pourrait le décider à l'endurer. Il n'en est pas moins indéniable que, grâce à ces satisfactions d'ordre moral que nous venons d'indiquer, le cultivateur prendrait patience, serait porté à réagir et à lutter contre les difficultés passagères. On voit donc quel est le second aspect du problème et à quel genre de recherches il donne lieu. Il s'agit ici non pas de recherches comme en ce qui concerne la situation matérielle, dans quelle mesure le paysan-propriétaire peut trouver une satisfaction à des besoins de bien-être incontestés, mais, au contraire, de savoir, en étudiant sa mentalité, jusqu'à quel

point peuvent être appréciés par lui des avantages dont l'existence est certaine, puisqu'ils sont inhérents à sa condition même.

Le paysan est-il d'esprit indépendant ? conserve-t-il le goût du métier agricole ? aime-t-il le coin de terre où il demeure et s'efforce-t-il d'arrondir son petit bien ? telles sont les questions auxquelles il faut d'abord répondre. Ce n'est, en effet, que lorsque l'on aura une idée exacte de la faculté de privation que suppose cet ensemble de goûts et de sentiments que l'on peut désigner sous la dénomination générale d'attachement à la terre (sous-entendu pour elle-même, et indépendamment des avantages d'ordre matériels qu'elle procure) que l'on pourra alors rechercher si les conditions actuelles de la vie matérielle du paysan sont suffisantes pour assurer la conservation de la petite propriété.

Un certain nombre d'indices permettraient d'apprécier, de prime abord, cette situation matérielle du petit propriétaire ; parmi eux on peut citer le degré de fertilité des terres cultivées, la valeur vénale des terres arables, le genre de vie du propriétaire, ses dépenses soit en nourriture, soit en vêtements, soit en outillage, l'importance de la dette hypothécaire, la faculté d'épargne du propriétaire, l'importance de son capital de réserve.

Mais une observation approfondie ne devrait pas, évidemment, se contenter de ces indices, et il importerait bien davantage d'étudier les deux principaux facteurs de la situation matérielle qui sont : l'importance de la contenance

moyenne des petites propriétés d'une part, et l'importance du rendement, à l'unité de surface des terres possédées par le petit propriétaire d'autre part.

Au sujet de la contenance moyenne des petites propriétés, on devrait d'abord indiquer s'il existe dans la région qu'on examine un morcellement exagéré. On devrait, en second lieu, séparer nettement les causes immédiates de diminution des causes immédiates d'augmentation de la contenance moyenne des petites propriétés. Les principales causes immédiates de diminution sont : 1° la division des propriétés à la suite des partages successoraux ; 2° leur désagrégation à la suite de ventes. Quant aux causes directes d'augmentation, on peut les diviser en deux catégories : 1° Les obstacles apportés à la division des héritages, obstacles qui peuvent provenir : — *a*) de la diminution de la natalité ; — *b*) de l'émigration d'un membre de la famille que l'on désintéresse au moyen d'une somme d'argent ; — *c*) de donations préciputaires à l'aîné des enfants ou d'autres dispositions analogues. 2° Les tentatives de reconstitution du patrimoine soit au moyen d'achats de terre, soit au moyen de défrichements, ou encore de partages de terrains communaux. — On devrait enfin fournir quelques indications sur les différents facteurs qui influent d'une façon moins directe que les précédents sur l'évolution de la contenance moyenne de la petite propriété. Au nombre de ces facteurs on peut citer : 1° l'importance des terrains à vendre et les tendances de la valeur vénale du sol ; 2° l'importance des revenus et

du capital de réserve du propriétaire ; 3° la mentalité du propriétaire (a-t-il le désir d'augmenter l'étendue de sa propriété?)

Le second facteur de la situation matérielle qui n'est autre que le rendement à l'unité de surface des terres cultivées par le petit propriétaire. Pour avoir une idée exacte de l'importance de ce rendement, il ne suffira pas de l'envisager isolément, il faudra le comparer à celui des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers. Il faudra, en un mot, comparer la grande et la petite propriété au point de vue de leur puissance productive. Ce n'est d'ailleurs qu'après que l'on aura procédé à cette comparaison que l'on pourra apporter une solution réelle au problème agraire posé par le socialisme marxiste.

Malheureusement, ainsi que nous l'avons déjà signalé dans la première partie de cette étude, cette comparaison entre la puissance productive de la petite propriété et celle de la grande est fort difficile à raison de la séparation que l'on est obligé de faire entre les deux notions de « propriété » et « d'exploitation », les grands domaines pouvant être divisés en plusieurs petites exploitations distinctes, et, à l'inverse, plusieurs petites propriétés pouvant être groupées en une seule vaste exploitation. On est donc obligé de comparer entre elles non les propriétés mais les exploitations et d'en tirer, ensuite, des conséquences au point de vue des avantages ou des inconvénients respectifs des deux formes de propriétés opposées.

Avant même de procéder à cette comparaison entre la grande et la petite exploitation, on devrait, à notre avis, établir une séparation très nette entre les exploitations à *faire-valoir direct* et les exploitations à *faire-valoir indirect*. D'abord les conditions du travail varient beaucoup suivant les deux modes d'exploitation. Souvent une petite exploitation directement exploitée par le propriétaire sera inférieure à une grande exploitation à faire-valoir direct, mais sera supérieure à une grande exploitation à faire-valoir indirect. C'est ainsi qu'on peut lire dans une monographie de l'enquête de 1908 (monographie de l'Indre-et-Loire) : « Dans les régions à blé et à bétail, la grande exploitation est supérieure à la petite, du moins pour les moyens de production. *Cela est vrai pour deux mêmes modes d'exploitation, mais si l'on compare une petite exploitation à faire-valoir direct à une grande exploitation à faire-valoir indirect, la petite exploitation est supérieure à la grande.* » Mais le grand avantage de cette distinction serait de permettre d'établir des liens de causalité beaucoup plus étroits entre les diverses formes de propriétés et d'exploitations.

Quelques indications sont encore nécessaires concernant la méthode à employer pour procéder à la comparaison entre la grande et la petite culture. — Elles termineront ce trop rapide exposé des diverses questions qu'il est utile d'envisager dans une étude complète concernant la petite propriété rurale. Il importerait de préciser l'expression trop vague de « résultats économiques obtenus » en posant une question spéciale pour le produit net et le produit brut, pour

l'abondance et la qualité des produits obtenus, pour les facilités de vente de ces produits, etc. — De même, au lieu d'employer le terme de moyens de production, distinguons les trois points de vue suivants : 1° le travail ; 2° le capital foncier ; 3° le capital d'exploitation et séparer nettement les trois catégories de capitaux (capital mobilier, capital circulant et capital de réserve) que l'on englobe ordinairement sous la dénomination de capital d'exploitation. — Enfin et surtout, indiquer les progrès des diverses associations et syndicats et coopératives à l'aide desquels la petite exploitation tend à s'élever au niveau de la grande :

CONCLUSION

Constatons-le avant toute chose : comparée aux statistiques qui l'ont précédée, l'enquête de 1908 marque, au point de vue de la méthode employée, un progrès réel, dont le désir de solutions meilleures, si justifié soit-il, ne saurait dispenser de faire le plus grand cas.

Les statistiques agricoles décennales confondaient dans leurs vastes tableaux les éléments les plus dissemblables ; les divisions du territoire y étaient toutes administratives au lieu d'être agricoles ou géographiques ; les propriétés y étaient classées dans des catégories invariables et arbitraires ; la méthode employée lors de leur exécution témoignait en un mot d'une méconnaissance complète de la complexité de la vie rurale et devait fatalement donner lieu à de formidables erreurs.

Dans les monographies de l'enquête de 1908, les régions agricoles sont, au contraire, soigneusement distinguées et fidèlement décrites ; les variations des tendances suivant les milieux envisagés sont nettement indiquées ; l'évaluation de l'étendue moyenne des diverses formes de propriété qui est

L'œuvre des correspondants eux-mêmes, montre enfin sous un jour tout nouveau les conditions actuelles de la répartition du sol.

Ce furent là, certes, autant de réformes dignes du plus haut intérêt. Malheureusement, l'enquête officielle donne prise, à d'autres points de vue, à de si graves critiques, que ses résultats n'en demeurent pas moins, en définitive, fort peu satisfaisants.

Nous nous bornerons à faire mention ici des insuffisances et des incertitudes que nous avons dû signaler, concernant la manière dont ont été comprises et traitées, dans les monographies, plusieurs questions capitales ; nous nous contenterons également de rappeler les présomptions défavorables que la constatation de certaines défectuosités de méthode, et le contrôle même des résultats de l'enquête, nous ont amenés à formuler au sujet des garanties d'exactitudes que peuvent présenter les renseignements fournis.

Nous insisterons simplement ici sur le défaut capital de l'enquête, qui réside dans l'absence à peu près complète de lien entre les monographies.

Le document officiel manquant ainsi d'unité ne saurait dès lors fournir de vastes vues d'ensemble, ne peut renseigner, que d'une façon fort approximative, sur l'existence, la situation et l'importance de zones et de milieux caractérisés où l'on constaterait en France, soit la tendance de l'agriculture à s'industrialiser, la concentration de la propriété et la prolétarianisation des paysans, soit, à l'inverse, le morcellement

des grands domaines et l'accroissement de la petite propriété rurale.

La portée généralisatrice de l'enquête se trouve, en un mot, très réduite, l'œuvre entreprise au ministère de l'Agriculture paraît avoir à peu près complètement manqué son but.

Le rôle qui est dévolu à la direction de vastes enquêtes monographiques, telles que celle de 1908, doit, tout en demeurant réservé et exempt d'arbitraire, ne pas cesser néanmoins d'être effectif.

Sans doute, l'obligation imposée aux correspondants de se conformer à des règles trop rigides serait incompatible avec l'extraordinaire diversité que présente l'agriculture en France, et produirait, au point de vue de l'exactitude des renseignements, les effets les plus désastreux. Mais, d'autre part, si ces mêmes correspondants ne sont pas suffisamment guidés, s'ils ne reçoivent pas les indications les plus indispensables, les résultats obtenus dans les diverses régions ne seront pas sûrement comparables ; si exacts et si intéressants qu'ils soient, les renseignements présentés n'ayant entre eux aucun rapport, ressembleront aux minuscules fragments d'une superbe mosaïque que l'on aurait mêlés et confondus comme à plaisir en un inextricable désordre, de façon à rendre fort difficile, sinon impossible, la reconstitution de la figure qu'ils devraient contribuer à former.

Que doit-on penser, d'une façon générale, de ces grandes enquêtes dont l'enquête officielle de 1908 et celle du Musée

social nous offrent deux exemples, de ces documents qui embrassent dans leur généralité des étendues immenses, et qui prétendent condenser, au sujet de questions essentiellement complexes, les renseignements les plus divers ?

A raison des vastes vues d'ensembles qu'elles permettraient d'obtenir, il nous semble indiscutable que de pareilles recherches pourraient avoir une utilité qui leur appartiendrait en propre.

Mais pour qu'il en fût ainsi, deux modifications essentielles devraient être apportées aux procédés employés tant en 1908 qu'en 1910.

La division du territoire en départements devrait d'abord être rejetée comme illogique, établissant des séparations arbitraires entre deux régions pourtant semblables, obligeant à considérer le département comme un milieu distinct des autres et rendant illusoire toute tentative qui aurait en vue d'aboutir à des appréciations d'ensemble. Il conviendrait de lui substituer la délimitation de divisions géographiques (régions de la Bretagne, du bassin de Paris, plaine d'Aquitaine, etc.), grandes zones qui se subdiviseraient au second degré en régions agricoles nettement caractérisées.

Une direction effective devrait, en second lieu, rendre possible la comparaison des renseignements recueillis grâce à des indications précises adressées aux correspondants, tant au sujet des caractéristiques des divers types de propriétés, que des différentes demandes portées au questionnaire.

Ilâtons-nous d'ailleurs d'ajouter que, même en supposant

ces conditions remplies, on ne saurait attendre de ce genre d'enquête que des indications approximatives sur les questions les plus générales.

Il conviendrait donc que, parallèlement à ces enquêtes, il fût procédé à d'autres recherches d'une nature toute différente.

Ces dernières seraient, en effet, l'œuvre de particuliers.

D'autre part, elles seraient composées de quelques monographies seulement dont les renseignements s'appliqueraient non pas à des régions entières, mais à un canton déterminé. Les fractions minimales de territoire qui devraient faire ainsi l'objet d'une monographie spéciale seraient choisies dans des milieux très différents, l'une dans une région à grande culture extensive, une autre dans une zone viticole, une autre tout près d'un centre industriel, etc., etc.

On devine sans peine la raison d'être de ces enquêtes.

En même temps qu'elles fourniraient des renseignements recueillis sur place auprès des personnes compétentes et par conséquent d'une exactitude indiscutable, elles auraient l'avantage de permettre une étude plus approfondie des questions posées, grâce à une analyse exacte de tout cet ensemble si complexe de faits sociaux dont les tendances générales, telles que l'accession à la propriété, l'émigration, etc., sont la résultante. Elles apporteraient ainsi un contrôle et un complément des plus précieux aux résultats des vastes enquêtes à tendances plus généralisatrices, et de l'ensemble ainsi obtenu résulterait une documentation d'une haute valeur scientifique.

INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES (PREMIÈRE PARTIE) (1)

RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE OFFICIELLE DE 1908
CONCERNANT L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DES PETITS PROPRIÉTAIRES,
DES RÉSULTATS CORRESPONDANTS DE L'ENQUÊTE ENTREPRISE PAR
LE MUSÉE SOCIAL EN 1910.

Nous avons suivi tous les départements de la France en comparant les indications que les deux enquêtes, l'enquête officielle de 1908 et l'enquête du Musée social, ont fournies pour chacun d'eux. Avant de faire connaître les résultats qu'a donnés cette comparaison, nous croyons utile de faire quelques observations.

La quantité des réponses envoyées par les correspondants du Musée social, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte en consultant la seconde partie des renseignements complémentaires, est assez variable suivant les départements (2). Dans certains

(1) V. page 30, note 1.

(2) Dans certains départements, tels que le *Pas-de-Calais*, la *Seine-et-Oise*, la *Seine-et-Marne*, le *Loir-et-Cher*, le nombre des réponses s'élève à 9, 10 et 12. Pour d'autres, tels que le *Finistère*,

cas, nous avons trouvé des réponses concernant chaque arrondissement du département envisagé ; dans d'autres, au contraire, les réponses ne concernant qu'un arrondissement et même un seul canton. D'autre part, pour beaucoup de départements, les réponses sont variables suivant les arrondissements auxquels elles s'appliquent. Assez souvent même les réponses concernant soit l'ensemble du département, soit un arrondissement déterminé, se contredisent, ce qui prouve combien il est difficile de fournir sur l'évolution du nombre des propriétaires des renseignements précis et exacts. Il nous a cependant été facile d'avoir sur l'évolution du nombre des petits propriétaires dans la plupart des départements une impression d'ensemble assez nette et de comparer les résultats acquis à ceux de l'enquête officielle, en envisageant successivement chacune des grandes régions agricoles de la France.

1^o RÉGION DU NORD-OUEST

Les réponses des deux enquêtes sont en concordance, en ce qui concerne les 5 départements suivants :

Mayenne (augmentation légère) (1).

l'Ille-et-Vilaine, l'Aube, la Nièvre, la Creuse, la Haute Saône, les Landes, etc., il n'a été envoyé qu'une ou deux réponses.

Pour le département de la *Haute-Garonne*, il en a été fourni 17.

(1) D'après l'enquête de 1911 le nombre s'est accru dans une proportion de 3 à 5 0/0 dans les terres cultivées. D'après l'une des réponses, l'accroissement depuis 10 ans n'est pas très important par rapport à la période précédente, mais il se continue sans défaillance.

Sarthe (augmentation légère).

Manche (état stationnaire ou très légère tendance vers l'augmentation).

Orne (diminution légère) (1).

Calvados (solutions variables suivant les régions envisagées).

— On peut noter une légère divergence en ce qui concerne les départements suivants :

Finistère (augmentation sensible d'après l'enquête de 1908 ; — augmentation moyenne (5 0/0 environ) d'après celle du Musée social).

Côtes-du-Nord (augmentation sensible d'après l'enquête de 1908) ; — augmentation plutôt légère (2 0/0 environ dans l'arrondissement de Lannion), d'après celle du Musée social.

Morbihan (solutions variables suivant les régions d'après l'enquête de 1908 ; — situation stationnaire dans l'ensemble du département d'après celle du Musée social).

Ille-et-Vilaine (solutions variables suivant les régions d'après l'enquête de 1908 ; — augmentation de moyenne importance dans l'ensemble du département d'après celle du Musée social).

En résumé, d'après l'enquête de 1908, sur les 9 départements que comprend la région du Nord-Ouest, on peut en compter :

4 où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (*Finistère*, *Côtes-du-Nord*, *Mayenne*, *Sarthe*).

(1) D'après une réponse, cependant, la diminution serait de 1/10 environ.

1 où il est demeuré stationnaire (Manche)

1 où il est en diminution (Orne)

3 où les solutions varient suivant les régions envisagées
(Calvados, Morbihan, Ille-et-Vilaine).

— D'après l'enquête de 1910, nous avons relevé :

5 départements où le nombre des petits propriétaires est
en augmentation (Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine,
Mayenne, Sarthe).

2 où ce nombre est stationnaire (Morbihan, Manche).

1 où il est en diminution (Orne).

1 où les solutions varient suivant les régions envisagées :
(Calvados).

2° RÉGION DU NORD

Les réponses des deux enquêtes sont en concordance en
ce qui concerne les 7 départements suivants.

Pas-de-Calais (augmentation sensible) (1).

Somme (état stationnaire).

Seine-Inférieure (état stationnaire).

Oise (diminution) (2).

Nord (solutions variables suivant les régions).

(1) L'augmentation, d'après l'enquête de 1911, est de 50 0/0 dans l'arr. de Saint-Pol, et de 10 0/0 dans l'arr. d'Arras.

(2) Nous n'avons pris connaissance d'aucun rapport provenant du département de la Seine. Il y a tout lieu de croire que les réponses eussent été identiques à celles de l'enquête de 1908 et qu'une diminution sensible eût été signalée, si des demandes avaient été adressées aux correspondants du Musée social.

Seine-et-Marne (solutions variables suivant les régions).

— Les réponses diffèrent en ce qui concerne les 4 départements suivants :

Aisne (augmentation d'après l'enquête de 1908 ; augmentation de 10 0/0 d'après celle du Musée social).

Eure-et-Loir (état stationnaire d'après l'enquête de 1908 ; augmentation de 10 0/0, d'après celle du Musée social).

Seine-et-Oise (état stationnaire d'après l'enquête de 1908 ; diminution d'après celle du Musée social).

Eure (diminution sensible d'après l'enquête de 1908 ; état stationnaire d'après celle du Musée social).

En résumé, d'après l'enquête de 1908, sur les 11 départements que comprend la région du Nord, on en compte :

2 où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Pas-de-Calais, Aisne).

4 où il est stationnaire (Somme, Seine-Inférieure, Eure-et-Loir, Seine-et-Oise).

3 où il est en diminution (Oise, Eure, Seine).

2 où les solutions varient suivant les régions envisagées (Nord, Seine-et-Marne).

— D'après l'enquête du Musée social, nous avons compté :

2 départements où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Pas-de-Calais, Eure-et-Loir).

3 où il est stationnaire (Somme, Seine-Inférieure, Eure).

4 où il est en diminution (Oise, Seine, Aisne, Seine-et-Oise).

2 où les solutions varient suivant les régions (Nord, Seine-et-Marne).

3° RÉGION DU NORD-EST

Les réponses des deux enquêtes sont en concordance en ce qui concerne les 4 départements suivants :

Marne (état stationnaire ou très légère tendance à la diminution).

Haute-Marne (diminution).

Meuse (diminution) (1).

Vosges (solutions variables suivant les régions.)

On peut noter une légère divergence pour les départements suivants :

Ardennes (augmentation très légère d'après l'enquête de 1908 ; — augmentation assez sensible d'après celle du Musée social).

Les réponses des deux enquêtes diffèrent en ce qui concerne les 3 départements suivants :

Aube (diminution d'après l'enquête de 1908 ; — augmentation d'après celle du Musée social).

Meurthe-et-Moselle (solutions variables suivant les régions d'après l'enquête de 1908 ; diminution dans l'ensemble du département d'après celle du Musée social).

Haut-Rhin (état stationnaire d'après l'enquête de 1908 ; diminution moyenne d'après celle du Musée social).

En résumé, d'après l'enquête de 1908, sur les départe-

(1) D'après l'une des réponses de l'enquête de 1911 le nombre n'aurait diminué que de 2 0/0 environ.

ments que comprend la région du Nord-Est, on peut en compter :

1 où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Ardennes).

2 où il est demeuré stationnaire (Marne, Haut-Rhin).

3 où il est en diminution (Aube, Marne, Haute-Marne).

2 où les solutions varient suivant les régions (Meurthe-et-Moselle, Vosges).

— D'après l'enquête du Musée social, nous avons relevé :

2 départements où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Ardennes, Aube).

1 où ce nombre est stationnaire (Marne).

4 où il est en diminution (Haute-Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Haut-Rhin).

1 où les solutions varient suivant les régions (Vosges).

On voit que, dans les régions de l'Est, la diminution du nombre des petits propriétaires est plus caractérisée, d'après l'enquête de 1911, que d'après celle de 1908.

4° RÉGION DE L'OUEST

Les réponses des deux enquêtes sont en concordance en ce qui concerne les 6 départements suivants :

Loire-Inférieure (augmentation sensible).

Maine-et-Loire (augmentation sensible).

Vendée (augmentation sensible) (1).

(1) Certaines réponses de l'enquête de 1911 signalent toutefois une augmentation légère.

Charente-Inférieure (augmentation) (1).

Vienne (augmentation sensible).

Haute-Vienne (augmentation sensible).

Les réponses diffèrent entr'elles en ce qui concerne les 3 départements suivants :

Indre-et-Loire (solutions variables suivant les régions d'après l'enquête de 1908 ; — augmentation légère dans l'ensemble du département, d'après celle du Musée social).

Deux-Sèvres (état stationnaire d'après l'enquête de 1908 ; — augmentation sensible d'après celle du Musée social) (2).

Charente (augmentation d'après l'enquête de 1908 ; — solutions variables suivant les réponses d'après celle du Musée social).

En résumé, d'après l'enquête de 1908, sur les 9 départements que comprend la région de l'Ouest, on en compte :

7 où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Vendée, Charente-Inférieure, Charente, Vienne, Haute-Vienne).

1 où il est demeuré stationnaire (Deux-Sèvres).

1 où les solutions varient suivant les régions envisagées (Indre-et-Loire).

D'après l'enquête du Musée social, nous avons obtenu les résultats suivants :

8 départements où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Vendée,

(1) Augmentation de 1/4 d'après l'enquête de 1911.

(2) Rappelons toutefois que les renseignements de l'enquête de 1908 sont, sur ce point, assez obscurs (V. § 1^{er}, p. 9).

Vienne, Haute-Vienne, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure, Indre-et-Loire).

4 où les solutions varient suivant les régions envisagées (Charente).

5° RÉGION DU CENTRE

Les réponses des deux enquêtes sont en concordance en ce qui concerne les 7 départements suivants :

Loir-et-Cher (augmentation) (1).

Indre (augmentation sensible).

Creuse (augmentation sensible).

Yonne (solutions variables suivant les régions envisagées) (2).

Puy-de-Dôme (solutions variables suivant les régions envisagées).

Allier (augmentation).

Loiret (solutions variables suivant les régions).

Les réponses des deux enquêtes diffèrent entre elles en ce qui concerne les 2 départements suivants :

Cher (état stationnaire d'après l'enquête de 1903 ; — solution à augmentation variable suivant les régions, d'après celle du Musée social).

(1) La proportion de l'accroissement varie entre 2/3, 8/100, 1/6 suivant les réponses d'après l'enquête de 1911.

(2) D'après l'enquête de 1911 le nombre est en augmentation dans les pays de grande propriété ; il est stationnaire ou en diminution dans les pays viticoles, à petite propriété ; dans l'Avalonnais, la diminution s'élève à 15 0/0.

Nièvre (diminution légère d'après l'enquête de 1908 ; — augmentation légère d'après celle du Musée social).

En résumé, d'après l'enquête de 1908, sur les 9 départements que comprend la région du Centre, on en compte :

4 où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Loir-et-Cher, Indre, Creuse, Allier).

1 où il demeuré stationnaire (Cher).

1 où il est en diminution (Nièvre).

3 où les solutions sont variables suivant les régions (Loiret, Yonne, Puy-de-Dôme).

D'après l'enquête du Musée social, nous obtenons les résultats suivants :

5 départements où le nombre des propriétaires serait en augmentation.

3 où les solutions seraient variables suivant les régions (Yonne, Allier, Puy-de-Dôme).

— On ne signale un état stationnaire ou une diminution du nombre des propriétaires dans aucun département.

6° RÉGION DE L'EST

Les réponses des deux enquêtes sont en concordance, en ce qui concerne l'évolution du nombre des propriétaires dans les 5 départements suivants :

Haute-Saône (état stationnaire) (1).

(1) D'après un correspondant il y aurait une tendance à grouper les terres pour former des petits domaines de 12 hectares environ.

Saône-et-Loire (augmentation sensible) (1).

Loire (augmentation légère).

Ain (augmentation légère) (2).

Savoie (augmentation).

On peut noter une légère divergence au sujet des 2 départements suivants :

Rhône (augmentation assez sensible d'après l'enquête de 1908, augmentation légère (5 0/0 au plus dans quelques régions) d'après celle du Musée national) (3).

Haute-Savoie (augmentation assez sensible d'après l'enquête de 1908 ; — augmentation légère (2 0/0 environ d'après celle du Musée social).

Les réponses des deux enquêtes diffèrent complètement entre elles en ce qui concerne les 4 départements suivants :

Côte-d'Or (diminution, d'après l'enquête de 1908 ; — solutions variables suivant les régions, d'après l'enquête du Musée social).

Doubs (état stationnaire d'après l'enquête de 1908 ; — solutions variables suivant les régions d'après celle du Musée social).

Jura (diminution d'après l'enquête de 1908 ; — état stationnaire d'après celle du Musée social) (4).

(1) Augmentation de 1/3 d'après l'une des réponses.

(2) Dans l'arrondissement de Trévoux, toutefois, il y aurait augmentation de 8 à 10 0/0.

(3) Le département étant en majorité, écrit un correspondant, entre les mains de petits propriétaires, il n'y a pas eu depuis 10 ans d'appréciables changements.

(4) La plupart des réponses indiquent un état stationnaire.

Isère (augmentation d'après l'enquête de 1908 ; — état stationnaire d'après celle du Musée social) (1).

En résumé, d'après l'enquête de 1908, sur les 11 départements qui sont compris dans la région de l'Est, on peut en compter :

7 où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Saône-et-Loire, Loire, Rhône, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Isère).

2 où il est demeuré stationnaire (Haute-Saône, Doubs).

2 où il est en diminution (Côte-d'Or, Jura).

D'après l'enquête du Musée social, nous obtenons les résultats suivants :

7 départements où le nombre de petits propriétaires est en augmentation (Saône-et-Loire, Loire, Ain, Savoie, Rhône, Haute-Savoie, Côte-d'Or).

3 départements où il est demeuré stationnaire (Haute-Saône, Jura, Isère).

1 département où les solutions varient suivant les régions envisagées (Doubs).

7° RÉGION DU SUD-OUEST

Les réponses des deux enquêtes sont en concordance au sujet de l'évolution du nombre des petits propriétaires dans les 4 départements suivants :

(1) D'après l'une des réponses, la petite propriété aurait diminué non comme nombre, mais comme valeur.

Lot-et-Garonne (augmentation) (1).

Ariège (état stationnaire).

Landes (état stationnaire).

Gironde (solutions variables suivant les régions envisagées).

Les réponses des deux enquêtes diffèrent entre elles en ce qui concerne les 5 départements suivants :

Dordogne (état stationnaire, ou très légère tendance vers l'augmentation d'après l'enquête de 1908 ; augmentation peu sensible il est vrai 5 0/0 en moyenne) d'après celle du Musée social) (2).

Gers (augmentation légère d'après l'enquête de 1908 ; solutions variables suivant les réponses d'après celle du Musée social).

Basses-Pyrénées (état stationnaire d'après l'enquête de 1908 ; augmentation très légère (3 0/0 environ) d'après celle du Musée social).

Hautes-Pyrénées (augmentation dans l'ensemble du département d'après l'enquête de 1908 ; diminution sensible d'après celle du Musée social).

Haute-Garonne (augmentation dans l'ensemble du département d'après l'enquête de 1908 ; solutions variables suivant les régions envisagées d'après celles du Musée social).

En résumé, d'après l'enquête de 1908, sur les 9 départe-

(1) Augmentation de 1/10 d'après l'enquête de 1911.

(2) D'après l'une des réponses de l'enquête de 1911, l'augmentation proviendrait d'une immigration des cultivateurs des Charentes et de la Vendée.

tements compris dans la région du Sud-Ouest, il en est :

4 où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Lot-et-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne).

4 où il est demeuré stationnaire (Dordogne, Landes, Basses-Pyrénées, Ariège).

4 où les solutions sont variables suivant les régions envisagées (Gironde).

Dans aucun département, on ne signale une diminution.

— D'après l'enquête du Musée social, nous aboutissons aux résultats suivants :

3 départements où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Lot-et-Garonne, Dordogne (augmentation légère) et Basses-Pyrénées (augmentation légère).

2 où ce nombre est demeuré stationnaire (Ariège, Landes) où ce nombre est en diminution (Hautes-Pyrénées).

3 où les solutions varient suivant les régions envisagées (Gers, Gironde, Haute-Garonne).

Les divergences nombreuses entre les deux enquêtes sont, au fond, assez peu accusées. L'enquête officielle nous présente l'évolution du nombre des propriétaires comme étant en général assez peu caractérisée. La même impression de stationnement se dégage des résultats de l'enquête du Musée social, peut-être plus accentuée encore par la diversité des réponses fournies en ce qui concerne le Gers, les Hautes-Pyrénées et la Haute-Garonne.

8^e RÉGION DU SUD

Les réponses des deux enquêtes sont en concordance au sujet de l'évolution du nombre des petits propriétaires dans les 5 départements suivants :

Corrèze (augmentation sensible).

Cantal (solutions variables suivant les régions envisagées).

Lozère (diminution sensible) (1).

Aude. (augmentation ; à Castelnaudary, toutefois, le nombre a diminué d'après l'enquête du Musée social).

Pyrénées-Orientales (augmentation légère).

On peut noter une légère divergence en ce qui concerne les 5 départements suivants :

Lot (augmentation sensible d'après l'enquête de 1908 ; augmentation plutôt légère d'après celle du Musée social).

Aveyron (état sensiblement stationnaire d'après l'enquête de 1908 ; augmentation très légère, il est vrai, d'après celle du Musée social).

Tarn-et-Garonne (augmentation d'après l'enquête de 1908 ; d'après celle du Musée social, le nombre des propriétaires

(1) La proportion est difficile à établir écrit, un correspondant, mais elle est importante. Dans les cantons qui constituent la région des Cévennes, la terre appartient presque en totalité à de petits propriétaires qui exploitent eux-mêmes et ne trouvent pas de quoi s'occuper toute l'année. Tous ceux qui peuvent obtenir un emploi de facteur, ou entrer dans les chemins de fer vendent leur bien. D'autres vont à Alais pour travailler aux mines.

serait aussi accru mais très inégalement suivant les régions).

Tarn (augmentation légère d'après l'enquête de 1908 ; d'après celle du Musée social, il y aurait également augmentation mais elle serait de 20 0/0 dans certains cantons (canton de Caussade) et de 3 0/0 seulement dans d'autres).

Hérault (augmentation sensible d'après l'enquête de 1907 ; augmentation plutôt légère d'après celle du Musée social).

Les divergences entre les deux enquêtes sont, on le voit, assez peu considérables.

D'après l'enquête de 1908, nous avons relevé, en effet, sur les 10 départements compris dans la région du Sud :

7 départements où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Corrèze, Lot, Tarn-et-Garonne, Tarn, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales).

1 département où ce nombre est demeuré stationnaire (Aveyron).

1 département où il est en diminution (Lozère).

1 département où les solutions varient suivant les régions envisagées (Cantal).

L'enquête du Musée social nous fournit les renseignements suivants :

8 départements où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Corrèze, Lot, Tarn-et-Garonne, Tarn, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Aveyron).

1 département où ce nombre est en diminution (Lozère).

1 département où les solutions varient suivant les régions (Cantal).

9^e RÉGION DU SUD-EST

Les réponses des deux enquêtes sont en concordance en ce qui concerne les 4 départements suivants :

Haute-Loire (augmentation sensible).

Ardèche (diminution sensible).

Vaucluse (augmentation légère).

Alpes-Maritimes (augmentation sensible).

On peut noter une légère divergence en ce qui concerne les 4 départements suivants :

Drôme (état stationnaire d'après l'enquête de 1908 ; diminution d'après celle du Musée social) (1).

Gard (solutions variables suivant les régions d'après l'enquête de 1908 ; augmentation dans l'ensemble du département d'après celle du Musée social).

Hautes-Alpes (diminution plutôt légère d'après l'enquête de 1908 ; diminution sensible d'après celle du Musée social) (2).

Bouches-du-Rhône (solutions variables suivant les ré-

(1) La diminution varie de 20 à 30 0/0 suivant les communes. Il faut remarquer que ceux qui émigrent sont en majeure partie des très petits propriétaires. La divergence entre les deux enquêtes n'est pas considérable parce que, comme nous l'avons fait remarquer précédemment, la monographie de la Drôme indique plutôt une diminution dans l'enquête de 1908.

(2) Il n'est pas de semaine, écrit un correspondant, où l'on ne voit annoncée la vente de petits domaines qui trouvent difficilement acquéreur.

gions d'après l'enquête du Musée social : état stationnaire dans l'ensemble du département d'après celle du Musée social).

Les réponses des deux enquêtes diffèrent sensiblement, au sujet de l'évolution du nombre des propriétaires dans les départements suivants :

Basses-Alpes (augmentation très légère, il est vrai, d'après l'enquête de 1908 : diminution sensible d'après celle du Musée social) (1).

Var (augmentation sensible d'après l'enquête de 1908 ; diminution de 10 0/0 dans beaucoup de communes d'après celle du Musée social).

Corse (légère augmentation d'après l'enquête de 1908 ; diminution d'après celle du Musée social).

En résumé, d'après l'enquête de 1908, parmi les 44 départements compris dans la région du Sud-Est, il en est :

6 où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Haute-Loire, Vaucluse, Basses-Alpes, Var, Alpes-Maritimes, Corse).

1 où ce nombre est demeuré stationnaire (Drôme).

2 où il est en diminution (Ardèche, Hautes-Alpes).

2 où les solutions varient suivant les régions (Gard, Bouches-du-Rhône).

L'enquête du Musée social nous fournit les renseignements que voici :

(1) La diminution est d'environ 8 0/0 dans la plupart des communes. Dans certaines elle est beaucoup plus forte ; un correspondant cite une petite paroisse du canton de Brillonne, dont le nombre des habitants a diminué de moitié dans l'espace de 10 ans.

4 départements où le nombre des petits propriétaires est en augmentation (Haute-Loire, Vaucluse, Alpes-Maritimes, Gard).

1 où ce nombre est demeuré stationnaire (Bouches-du-Rhône).

6 où il est en diminution (Ardèche, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Var, Corse, Drôme).

Tableau résumant la comparaison des résultats de l'enquête officielle de 1908 avec ceux de l'enquête du Musée social, concernant l'évolution du nombre des petits propriétaires au cours de ces dernières années ⁽¹⁾.

Régions	Départements où les résultats des deux enquêtes				Résultats de l'enquête de 1908				Résultats de l'enquête de 1911				Nombre de départements
	A sont en con- cordance	B diffèrent légèrement ⁽¹⁾	C sont en con- tradiction complète (g)	A Augmen- tation	B Etat stationnaire	C Diminution	D Solutions variables suivant les régions	A Augmen- tation	B Etat stationnaire	C Diminution	D Solutions variables suivant les régions		
1 ^{re} Nord-Ouest.	5	4	0	4	1	1	3	5	2	1	1	9	
2 ^{de} Nord.	7	0	4	2	4	3	2	2	3	4	2	11	
3 ^{de} Nord-Est.	4	1	3	1	2	3	2	2	1	4	1	8	
4 ^{de} Ouest.	6	0	3	7	1	0	1	8	0	0	1	9	
5 ^{de} Centre.	7	0	2	4	1	1	3	5	0	0	4	9	
6 ^{de} Est.	5	2	4	7	2	2	0	7	3	0	1	11	
7 ^{de} Sud-Ouest.	4	5	0	4	4	0	1	3	2	1	3	9	
8 ^{de} Sud.	5	5	0	7	1	1	1	8	1	0	1	10	
9 ^{de} Sud-Est.	4	4	3	6	1	2	2	4	1	6	0	11	
Totaux.	47	21	19	42	17	13	15	44	13	16	14	87	

⁽¹⁾ Les chiffres indiquent le nombre de départements.

⁽²⁾ Exemples : le nombre des petits propriétaires a augmenté légèrement d'après l'enquête de 1908, alors que d'après l'enquête du Musée social il a augmenté d'une façon sensible ; ou bien ce nombre est resté stationnaire d'après l'enquête de 1908, alors que d'après celle du Musée social il a augmenté légèrement.

⁽³⁾ Exemples : le nombre des petits propriétaires a diminué d'après l'enquête de 1908, alors que d'après celle du Musée social il a augmenté ; ou bien ce nombre est resté stationnaire d'après l'enquête de 1908, alors que d'après celle du Musée social il a augmenté d'une façon sensible.

INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES (DEUXIÈME PARTIE)

ÉNUMÉRATION DES RÉPONSES PARVENUES AU MUSÉE SOCIAL CONCERNANT L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DES PETITS PROPRIÉTAIRES

Les réponses parvenues au Musée Social ont fourni sur l'évolution du nombre des propriétaires les indications suivantes :

Région du Nord-Ouest.

Finistère (1 réponse fragmentée : arr. de Brest. — Augmentation.

Côtes-du-Nord (4 réponses fragmentées : arr. de Lannion, Saint-Brieuc, Dinan.) — Augmentation dans tous ces pays.

Morbihan (4 réponses fragmentées : arr. de Lorient, Ploërmel et Vannes). Augmentation à Ploërmel ; état stationnaire à Lorient ; état stationnaire et augmentation à Vannes (rép. contradictoires.)

Ille-et-Vilaine (2 réponses : une pour l'ensemble du département, une fragmentée : arr. de Fougères.) — Réponse d'ensemble : augmentation. — Réponse fragmentée : augmentation.

Manche (3 réponses : une d'ensemble, deux fragmentées : arr. de Cherbourg et de Coutances.) — Réponse d'ensemble : augmentation. — Réponses fragmentées : augmentation à Cherbourg ; état stationnaire à Saint-Lô.

Calvados (2 réponses : une d'ensemble, une fragmentée : arr. Lisieux). — Réponse d'ensemble : état stationnaire. — Réponse fragmentée : augmentation.

Orne (7 réponses fragmentées : arr. d'Alençon (3) et de Mortagne) (4). Diminution, état stationnaire et augmentation à Alençon ; diminution, état stationnaire et augmentation à Mortagne (réponses contradictoires).

Mayenne (4 réponses : une d'ensemble, trois fragmentées : arr. de Laval et de Château-Gontier.) — Réponse d'ensemble : état stationnaire. — Réponses fragmentées : diminution et augmentation à Laval (rép. cont.) ; augmentation à Château-Gontier.

Sarthe (3 réponses : deux d'ensemble, une fragmentée : arr. de la Flèche). — Réponses d'ensemble : état stationnaire et augmentation (rép. cont.). — Réponse fragmentée : augmentation.

Région du Nord.

Nord (4 rep. frag. : arr. Hazebrouck, Douai et Valenciennes). — Aug. et stat. à Hazebrouck (rep. c.) ; aug. à Douai et Valenciennes.

Pas-de-Calais (9 réponses fragmentées : arr. de Boulogne, Saint-Omer, Béthune, Saint-Pol et Arras) ; aug. à Boulogne,

stat. et aug. à Saint-Omer (cont.) *dim.* à Béthune, *aug.* à Saint-Pol et Arras.

Somme (8 réponses fragmentées : arr. de Montreuil, Doullens, Montdidier, Péronne) ; *aug.* à Montreuil ; *stat.* à Doullens ; *dim. et aug.* à Péronne (cont.) ; *stat.* à Montdidier.

Seine-Inférieure (6 réponses fragmentées : arr. de Dieppe, Neufchâtel, le Havre, Yvetot) ; *stat.* à Dieppe ; *stat. et aug.* à Neufchâtel (cont.) ; *dim.* au Havre et à Yvetot.

Oise (5 réponses : 2 d'ensemble, 3 fragmentées : arr. de Clermont et Senlis). — *Rep. d'ensemble* : diminution. — *Rép. frag.* : *stat.* à Clermont et Senlis.

Aisne (3 réponses fragmentées : arr. de Saint-Quentin, Laon et Château-Thierry (aug. à Saint-Quentin ; *dim.* à Laon et Château-Thierry.

Eure (4 réponses fragmentées : arr. de Pont-Audemer, Louviers, les Andelys ; *aug.* à Pont-Audemer et Louviers et aux Andelys.

Eure-et-Loir (1 réponse fragmentée : arr. de Chartres) ; *aug.* à Chartres.

Seine-et-Oise (10 réponses : 2 d'ensemble, 8 fragmentées) ; *rép. frag.* : *dim. et aug.* à Pontoise (cont.) ; *stat.* à Nantes ; *dim. et stat.* à Versailles ; *aug.* à Rambouillet ; *aug.* à Etampes. — *Rép. d'ens.* : *stat. et aug.* (cont.).

Seine-et-Marne (9 réponses fragmentées) ; *dim. stat. et aug.* à Meaux ; *aug.* à Coulommiers, *stat.* à Provins ; *stat.* à Melun ; *stat.* à Fontainebleau.

Région du Nord-Est.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DES PETITS PROPRIÉTAIRES

Ardennes (6 réponses fragmentées : arr. de Rocroy, Mézières, Sedan, Rethel, Vouziers) ; stat. à Rocroy, Sedan, Rethel, Vouziers ; aug. à Mézières.

Marne (3 réponses fragmentées : arr. de Reims, Epernay, Châlons-sur-Marne) ; dim. à Reims : aug. à Châlons ; stat. à Châlons-sur-Marne.

Aube (1 réponse fragmentée : arr. d'Arcis-sur-Aube) ; aug. à Arcis-sur-Aube).

Haute-Marne (2 réponses fragmentées : arr. de Vassy et Langres) ; dim. à Vassy et Langres.

Meuse (4 réponses : une d'ensemble, 3 fragmentées : arr. de Bar-le-Duc et Commercy). — Réponses d'ensemble : dim. — Réponse fragmentée : dim. à Bar-le-Duc, dim. et stat. à Commercy.

Meurthe-et-Moselle (2 réponses : une d'ensemble, une fragmentée) : arr. de Lunéville). — Réponse d'ensemble aug. — Réponse fragmentée : dim. à Lunéville.

Vosges (7 réponses : 1 d'ensemble, 6 fragmentées). — Réponse d'ensemble : aug. — Réponse fragmentée : stat. à Epinal ; dim., stat. et aug. à Saint-Dié (r. c.),

Haut-Rhin (1 réponse d'ensemble) ; dim. à Belfort.

Région de l'Ouest.

Loire-Inférieure (3 réponses : 1 d'ensemble, 2 fragmentées : arr. de Nantes). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Nantes.

Maine-et-Loire (5 réponses fragmentées : arr. d'Angers et Cholet) ; stat. à Angers ; aug. à Cholet et Baugé.

Indre-et-Loire (3 réponses : 1 d'ensemble, 2 fragmentées) : arr. de Tours et de Loches ; (rép. d'ens : stat). — Réponses fragmentées : aug. à Tours et à Loches.

Vendée (3 réponses : 2 d'ensemble, 1 fragmentée, arr. des Sables-d'Olonne). — Réponses d'ensemble : augmentation. — Réponse fragmentée : aug. aux Sables-d'Olonne.

Charente-Inférieure (4 réponses : 1 d'ensemble, 3 fragmentées : arr. de la Rochelle, Rochefort, Saint-Jean-d'Angély).

Deux-Sèvres (réponses : 3 d'ensemble, 5 fragmentées : arr. de Parthenay, Niort, et Melle). — Réponses d'ensemble : aug. à Parthenay, Niort et Melle.

Charente (6 réponses : 1 d'ensemble, 5 fragmentées : arr. de Cognac et Angoulême). — Réponse d'ensemble : aug. — Réponses fragmentées : diminution à Cognac ; état stationnaire à Angoulême.

Vienne (9 réponses : 3 d'ensemble, 6 fragmentées : arr. de Châtelleraut à Poitiers, Montmorillon, Civray). — Réponse d'ensemble : augmentation. — Réponses fragmentées : stat. et aug. à Châtelleraut (r. c.) ; aug. à Poitiers, Montmorillon et Civray.

Haute-Vienne (3 réponses : 1 d'ensemble, deux fragmentées : arr. de Limoges). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Limoges.

Région du Centre.

Loir-et-Cher (27 réponses : 2 d'ensemble, 25 fragmentées : arr. de Vendôme, Blois et Romorantin). — Rép.

d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. et stat. à Vendôme (r. c. 2 stat. 7 aug.) ; stat. et aug. à Blois (r. c. 1 stat. 7 aug.) ; dim. et aug. à Romorantin (r. c. 1 dim. 6 aug.).

Loiret (3 réponses : 2 d'ensemble, 1 fragmentée : arr. de Montargis). — Rép. d'ens. : dim. et aug. (r. c.) — Rep. frag. aug. à Montargis.

Yonne (4 réponses : 1 d'ensemble, 3 fragmentées : arr. de Sens, Auxerre et Avallon). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : stat. à Sens et Auxerre ; dim. à Avallon.

Indre (2 réponses : 1 d'ensemble, 1 fragmentée : arr. d'Issoudun). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Issoudun.

Cher (3 réponses fragmentées : arr. de Sancerre et Saint-Amand) ; stat. à Sancerre, aug. à Saint-Amand.

Nièvre (2 réponses : 1 d'ensemble, 1 fragmentée : arr. de Nevers). — Rép. d'ens. : stat. — Rép. frag. : aug. à Nevers.

Creuse (1 réponse d'ensemble). Augmentation.

Allier (5 réponses : 3 d'ensemble, 2 fragmentées : arr. de Montluçon et la Palisse). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Montluçon et la Palisse, Puy-de-Dôme. — (3 réponses : 1 d'ensemble, 2 fragmentées : arr. de Clermont-Ferrand et de Thiers). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : dim. à Clermont-Ferrand ; aug. à Thiers.

Région de l'Est.

Côte-d'Or (8 réponses : 1 d'ensemble, 7 fragmentées : arr. de Semur, Dijon et Beaune). — Rép. d'ens. : stat. — Rép. frag. : aug. à Semur ; dim. à Dijon ; stat. et aug. à Beaune (r. c. 1 stat. 4 aug.).

Haute-Saône (2 réponses : 1 d'ensemble, 1 fragmentée : arr. de Lure). — Rép. d'ens. : stat. — Rép. frag. : stat. à Lure.

Doubs (2 réponses fragmentées : arr. de Beaune-les-Dames, et Pontarlier) ; aug. à Beaune-les-Dames ; diminution à Pontarlier.

Jura (4 réponses : 2 d'ensemble, 2 fragmentées : arr. de Dôle et de Poligny). — Rép. d'ens. : stat. — Rép. frag. : aug. à Dôle ; stat. à Poligny.

Saône-et-Loire (4 réponses fragmentées : arr. de Chalons-sur-Saône, Louhans, et Charolles). — Aug. à Chalons-sur-Saône, Louhans et Charolles.

Loire (3 réponses : 1 d'ensemble, 2 fragmentées : arr. de Montbrison et Roanne). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Montbrison et Roanne.

Rhône (3 réponses : 1 d'ensemble, 2 fragmentées : arr. de Villefranche et de Lyon). — Rép. d'ens. : stat. — Rép. frag. : aug. à Villefranche et à Lyon.

Ain (3 réponses : 2 d'ensemble, 1 fragmentée : arr. de Belley). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Belley.

Haute-Savoie (2 réponses : 1 d'ensemble, 1 fragmentée : arr. de Bonneville). — Rép. d'ens. : stat. — Rép. frag. : aug. à Bonneville.

Savoie (4 réponses : 2 d'ensemble, 2 fragmentées : arr. de Moutiers et Chambéry). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Chambéry ; stat. à Moutiers.

Isère (6 réponses : 1 d'ensemble, 5 fragmentées : arr. de La Tour-du-Pin, Vienne et Grenoble). — Rép. d'ens. : dim.

— Rép. frag. : stat. à la Tour-du-Pin ; aug. à Vienne ; dim. à Grenoble.

Région du Sud-Ouest.

Gironde (5 réponses : 4 d'ensemble, 1 fragmentée : arr. de Libourne). — Rép. d'ens. : stat. et aug. (r. c. 2 stat. ; 2 aug.). — Rép. frag. : aug. à Libourne.

Dordogne (5 réponses : 1 d'ensemble, 4 fragmentées : arr. de Nontron, Bergerac, Sarlat). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Nontron, Bergerac et Sarlat.

Lot-et-Garonne (4 réponses : 1 d'ensemble, 3 fragmentées : arr. de Marmande, Villeneuve, Agen). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Marmande, Villeneuve et Agen.

Landes (1 réponse fragmentée : arr. de Saint-Sever). Aug. à Saint-Sever.

Gers (5 réponses fragmentées : arr. de Lectoure, Auch, Lombez). Aug. à Auch ; stat. à Lectoure ; stat. et aug. à Lombez (r. c. 2 stat. ; 1 aug.).

Basses-Pyrénées (3 réponses ; 2 d'ensemble, 1 fragmentée : arr. de Pau). — Rép. d'ens. : stat. — Rép. frag. : stat. à Pau.

Hautes-Pyrénées (2 réponses : 1 d'ensemble, 1 fragmentée : arr. de Tarbes). — Rép. d'ens. : stat. — Rép. frag. : à Tarbes.

Haute-Garonne (17 réponses : 2 d'ensemble, 15 fragmentées : arr. de Muret, Toulouse, Saint-Gaudens et canton de Villefranche). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : stat. et

aug. à Toulouse (r. c. 1 pour stat. 7 pour aug.) ; aug. dim. et stat. à Muret (r. c. 2 pour aug. 2 pour stat. 1 pour dim.) ; dim., stat. et aug. à Saint-Gaudens (r. c. 1 pour aug. 2 pour stat. 1 pour dim.) ; aug. à Villefranche.

Ariège (2 réponses fragmentées ; arr. de Pamiers) ; stat. à Pamiers.

Région du Sud.

Corrèze (2 réponses : 1 pour l'ensemble du département, 1 fragmentée : arrondissement de Tulle). — Rép. p. l'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Tulle.

Cantal (2 réponses : 1 pour l'ensemble du département, 1 fragmentée : arr. d'Aurillac). — Rép. p. l'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Aurillac.

Lot (3 réponses : 2 pour l'ensemble du département, 1 fragmentée : arr. de Cahors). — Rép. p. l'ens. : aug. et stat. (r. c.). — Rép. frag. : dim. à Cahors.

Aveyron (2 réponses, 1 pour l'ensemble du département, 1 fragmentée : arr. de Millau). — Rép. p. l'ens. : aug. — Rép. frag. : stat. à Millau.

Lozère (1 réponse fragmentée : arr. de Florac). Dim. à Florac.

Tarn-et-Garonne (4 réponses : 1 pour l'ensemble du département, 3 fragmentées : arr. de Moissac, Castel-Sarrasin et Montauban). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. à Castel-Sarrasin et Montauban ; dim. à Moissac.

Tarn (2 réponses fragmentées : arr. d'Albi et Castres) ; stat. à Albi ; aug. à Castres.

Hérault (5 réponses : 3 pour l'ensemble du département, 2 fragmentées : arr. de Montpellier et Saint-Pons). — Rép. p. l'ens. : aug. — Rép. frag. : stat. à Montpellier et Saint-Pons.

Aude (5 réponses : 1 d'ensemble, 4 fragmentées : arr. de Castelnaudary, Carcassonne et Limoux). — Rép. p. l'ens. : aug. — Rép. frag. : dim. et aug. à Castelnaudary ; aug. à Carcassonne ; aug. à Limoux.

Pyrénées-Orientales (1 réponse pour l'ensemble du département). Aug.

Région du Sud-est.

Haute-Loire (Néant.)

Ardèche (3 réponses : 1 pour l'ensemble du département, 2 fragmentées : arr. de Tournon et Privas). — Rép. p. l'ens. : aug. — Rép. frag. : stat. à Tournon ; aug. à Privas.

Drôme (4 réponses : 2 pour l'ensemble du département, 2 fragmentées : arr. de Valence et Canton de Nyons). — Rép. p. l'ens. : aug. — Rép. frag. : dim. à Valence ; aug. à Nyons.

Gard (5 réponses : 1 d'ensemble, 4 fragmentées : arr. d'Alais et d'Uzès). — Rép. p. l'ens. : dim. — Rép. frag. aug. à Alais ; aug. à Uzès.

Vaucluse (1 réponse pour l'ensemble du département). Aug. dans l'ensemble.

Basses-Alpes (9 réponses : 1 d'ensemble, 8 fragmentées : arr. de Barcelonnette, Sisteron, Forcalquier et Castellane). — Rép. p. l'ens. : dim. — Rép. frag. : stat. à Sisteron ; stat.

et dim. à Forcalquier (rép. cont. 1 p. stat. 1 p. dim.) ; dim. à Barcelonnette ; dim. à Digne ; dim. à Castellane.

Hautes-Alpes (4 réponses fragmentées : arr. de Gap et Embrun). Stat. à Embrun ; stat. et dim. à Gap (r. c. 1 pour stat. 2 pour dim.).

Bouches-du-Rhône (1 réponse fragmentée : arr. d'Aix.) — Stat. à Aix.

Var (9 réponses : 2 pour l'ensemble du département ; 7 fragmentées : arr. de Draguignan, Brignôles et Toulon). — Rép. p. l'ens. : aug. et dim. (r. c. 1 p. aug. 1 p. dim.). — Rép. frag. : aug. à Draguignan ; dim. stat. et aug. à Brignoles (r. c. 1 pour aug. 1 pour stat. 3 pour dim. à Toulon).

Alpes-Maritimes (3 réponses : 1 d'ensemble, 2 fragmentées : arr. de Nice). — Rép. d'ens. : aug. — Rép. frag. : aug. et stat. à Nice.

Vu : le président de la thèse,

J. HITIER

Vu : le doyen,

P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer

le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIERES

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES	v
--	---

INTRODUCTION	1
------------------------	---

Utilité du but poursuivi au ministère de l'Agriculture en 1908 ; insuffisance des statistiques précédentes. — Nécessité des enquêtes monographiques. — L'enquête de 1908 n'en est pas moins fort diversement appréciée. — Objet et utilité de cette étude. — Indication du plan adopté et des deux questions fondamentales qu'il importe d'envisager.

PREMIÈRE PARTIE

VALEUR SCIENTIFIQUE DES MONOGRAPHIES. . . .	7
---	---

Exposé des questions traitées dans les monographies ; l'examen de chacune d'elles est indispensable si l'on veut étudier d'une façon complète le problème agraire. — Concision extrême et insuffisance des renseignements fournis ; deux lacunes sont particulièrement à signaler. — Absence de distinction entre la grande et la petite propriété dans les développements consacrés à l'évolution du faire-valoir indirect. — Absence d'indication, concernant le développement des associations agricoles. — Les renseignements contenus dans les monographies sont-ils

exacts ? deux moyens peuvent permettre de répondre à la question.

§ I. — Les conditions auxquelles est liée l'exactitude des renseignements ont-elles été remplies lors de l'exécution de l'enquête officielle ?

14

Des changements heureux ont été apportés quant aux méthodes antérieurement suivies. — Distinction entre la notion de propriété et celle d'exploitation. — Avantages des procédés particuliers à la méthode monographique. — Défauts de l'enquête ; son caractère tendancieux. — Inconvénients des systèmes des monographies départementales. — A quelles fractions du territoire devraient s'appliquer les renseignements ?

§ II. — Contrôle de certains résultats de l'enquête de 1908 à l'aide des résultats correspondants de l'enquête du Musée social.

27

Comparaison des renseignements des deux enquêtes concernant la situation des ouvriers agricoles et des fermiers dans le département du Nord. — Comparaison des renseignements fournis par les deux enquêtes concernant les tendances actuelles et la situation du petit propriétaire dans les départements de la Mayenne, de la Seine-et-Marne et de la Seine-et-Oise.

DEUXIÈME PARTIE

PORTÉE GÉNÉRALISATRICE DE L'ENQUÊTE

51

Le document officiel manque d'unité. — Absence de vues d'ensemble. — Obstacles auxquels on se heurte, en cherchant à synthétiser les résultats de l'enquête grâce à un dépouillement méthodique.

§ I. — Contradiction qu'il est possible de relever entre les monographies, relativement à la définition que l'on doit donner de la petite propriété. 55

Quelle définition doit-on donner de la petite propriété. Des divers sens dans lesquels peuvent s'entendre ces mots de petite propriété rurale. — Caractéristiques de la petite propriété rentière, de la petite propriété paysanne, et de la très petite propriété. — Difficultés inhérentes à la recherche d'une classification satisfaisante des propriétés. — Le fait d'aller à la journée, l'emploi d'une main-d'œuvre salariée peuvent dépendre de circonstances indépendantes de la valeur même de la propriété. — A quel parti se rallier. — Seconde difficulté ; existence d'intermédiaires entre les divers types de propriétés nettement caractérisés. — Propriétaires employant des salariés à certaines époques de l'année seulement. — Propriétaires allant à la journée d'une façon irrégulière. — Propriétaires occupant leurs loisirs à l'exercice d'un petit métier. — Etant donné l'existence incontestée de ces intermédiaires, quels devront être les caractéristiques de la petite propriété rurale proprement dite. — On peut se placer pour envisager la petite propriété à un point de vue étroit et à un point de vue compréhensif. — La définition large et compréhensive de la petite propriété est préférable. — Raison que l'on peut fournir à l'appui de cette opinion. — Dernière observation qui a son importance ; les traits distinctifs de la petite propriété proprement dite ne l'empêchent pas à certains points de vue de faire bloc avec la très petite et la moyenne.

Distinction capitale qu'ont négligé de faire les personnes chargées de la direction de l'enquête officielle. — Graves inconvénients qui en résultèrent.

§ II. — Les monographies diffèrent notablement entre elles au sujet soit de la nature, soit de la valeur des renseignements fournis 73

Indication de ces variations ; manque de méthode dans la présentation des renseignements. — Exposé méthodique des diverses questions qu'il était utile d'envisager dans une étude complète concernant la situation de la petite propriété rurale.

CONCLUSION	95
INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES (première partie)	101
Tableau résumant la comparaison des résultats de l'enquête de 1908 avec ceux de l'enquête du Musée social concernant l'évolution du nombre des petits propriétaires au cours de ces dernières années.	120
INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES (deuxième partie)	121

